

Boris Barth, Europa nach dem Großen Krieg. Die Krise der Demokratie in der Zwischenkriegszeit 1918–1938, Frankfurt a. M. (Campus Verlag) 2016, 361 S., ISBN 978-3-593-50521-3, EUR 34,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Olivier Baisez, Villeurbane

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41333

Seite | page 1

Boris Barth, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Constance, propose dans cet ouvrage une synthèse historique sur la question de la crise des démocraties européennes dans l'entre-deux-guerres. Son travail ne se fonde pas sur le dépouillement de sources inédites mais entend tirer son originalité d'un traitement européen et transnational du problème posé, dépassant le traditionnel cloisonnement des historiographies nationales. Le tableau des «dictatures en Europe» (p. 15) indique les bornes chronologiques de l'analyse, entre la guerre civile russe et l'instauration d'un régime autoritaire sous le roi Carol II de Roumanie en 1938. L'une des thèses de l'auteur est que, contrairement à une idée reçue, la crise économique mondiale consécutive au krach boursier d'octobre 1929 «ne constitue pas une césure décisive pour l'histoire de la démocratie» (p. 16), même si elle a fait office de «catalyseur» (p. 113, 136 et suiv.) et a pris l'ampleur d'une crise du libéralisme et de la démocratie (p. 146). Son ambition, dès le premier chapitre introductif, est de montrer quels ont été les facteurs transversaux qui, ensemble, ont causé le déraillement de la plupart des démocraties en Europe, alors que la démocratisation pouvait jusqu'à la Première Guerre mondiale être considérée comme un processus à l'œuvre dans le «sens de l'histoire», au même titre que l'industrialisation ou l'urbanisation.

Dans le deuxième chapitre, Barth commence par chercher les causes de cette crise européenne dans les séquelles de la Première Guerre mondiale et de la conférence de paix de Paris. Il balaye successivement, sur un rythme assez rapide, une partie des grands problèmes historiographiques de la période: l'ordre mondial issu des traités parisiens des années 1919–1920, les violences paramilitaires et les répliques guerrières de la grande secousse de 1914–1918, la question du nationalisme et de l'ethnisation des États d'Europe centrale et orientale, les difficultés économiques de l'après-guerre.

Les principaux problèmes soulevés par la conférence de paix de Paris et les traités successifs sont bien connus: absence de toute négociation avec les puissances vaincues; absence de délégation russe; non-ratification par les États-Unis du traité de Versailles entraînant leur non-adhésion à la Société des nations, pourtant portée sur les fonts baptismaux par le président américain Wilson. Plus originale sans doute est le troisième chapitre du livre, qui montre que la «brutalisation» de la culture politique européenne est davantage un produit des conflits d'après-guerre que de la guerre proprement dite, et invite à réviser ou nuancer, à la lumière d'une perspective véritablement continentale, l'image conventionnelle d'un entre-deux-guerres pacifié (à partir du paradigme de la «guerre de Trente Ans»)¹. La construction nationale dans les États créés par le nouvel ordre européen s'est souvent faite dans la violence (comme en Hongrie ou en Bulgarie, par exemple). Son succès même a sapé la légitimité des institutions démocratiques de nombreux pays (la Tchécoslovaquie apparaissant fréquemment comme le contre-exemple de



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

1 Voir récemment: Ian Kershaw, *To Hell and Back. Europe, 1914–1949*, Londres 2015.

réussite).

L'irénisme de la notion de droit des peuples à l'autodétermination a conduit à mal apprécier la situation de l'Europe centrale et orientale et a pavé la voie à la mise en œuvre du principe de l'homogénéité ethnique. C'est ce que montre Barth dans son quatrième chapitre. La notion même de »minorité«, en droit constitutionnel et international, est un produit de ce nouvel ordre européen, de même que la question des réfugiés – bien que la fermeture des États-Unis à l'immigration européenne à partir de 1924 y ait aussi grandement contribué. Le traité de Lausanne (1923) et les déplacements de population qu'il prévoit au nom du principe ethnique sont présentés par l'auteur comme des précédents ayant ouvert la porte aux déplacements de population ultérieurs et aux pratiques de »purification ethnique«. Le paradoxe de la protection des minorités est qu'elle se fonde sur le présupposé que l'hétérogénéité ethnique au sein d'un même État posera nécessairement problème, et qu'en requérant des personnes une détermination sans équivoque de leur identité nationale, elle consolide la logique ethnique².

Barth traite dans le cinquième chapitre des facteurs économiques de la crise et souligne que l'inflation post-guerre doit être appréhendée comme un problème global – une réalité souvent masquée par la focalisation sur le cas allemand – frappant notamment les catégories de la population les plus susceptibles de soutenir les régimes démocratiques. Il décrit la crise agricole persistante et les difficiles réformes agraires qui ont lieu pendant toute la décennie 1920, avant d'en venir aux marchés financiers et à la politique de l'étalon-or. Dans ce dernier domaine, la comparaison avec les États-Unis est considérée comme indispensable, non seulement en raison du haut degré de connexion transatlantique des économies, mais aussi parce que les États-Unis sont l'exemple d'un pays très durement touché par la crise, mais où l'on n'observe pas de remise en cause fondamentale des institutions démocratiques, contrairement à l'Allemagne, notamment, où le gouvernement lui-même les met sur la touche dès 1930. La crise économique mondiale a selon Barth renforcé la tendance à la régionalisation ou provincialisation économique, opposée au système économique mondialisé d'avant-guerre.

Barth récapitule ensuite les éléments paradigmatiques de la crise des démocraties européennes (révisionnisme, violence paramilitaire, ethnicisation, dysfonctionnements économiques) avant de passer dans le sixième chapitre aux facteurs proprement politiques: la contestation du parlementarisme par l'extrême-droite et l'armée (analysée successivement à travers les cas de la France, de l'Autriche, de la Yougoslavie, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Espagne, du Portugal, de la Roumanie). Sans surprise, la présence de forces politiques libérales capables de former des alliances avec la gauche ou la droite apparaît comme un rempart efficace contre la menace fasciste. La revue des facteurs nocifs à la démocratie s'achève dans le septième chapitre sur deux thèmes forts. D'abord, l'entre-deux-guerres est considéré comme un apogée de la technocratie et de l'ingénierie sociale, qui traitent les sociétés comme un matériau brut à modeler et disputent aux institutions démocratiques leur légitimité dans la conduite des politiques publiques. Comme précédemment en matière économique, Barth juge nécessaire ici d'inclure à l'analyse les États-Unis et le concept d'américanisation. Reprenant les thèses de Jörg Baberowski³, il présente l'Union soviétique comme une

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41333

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

2 Sur ce point, comme sur la question plus générale de la modernité des régimes autoritaires et du fascisme, Barth semble s'inspirer des thèses de Zygmunt Bauman, *Modernity and Ambivalence*, Ithaca, NY 1991.

3 Jörg Baberowski, *Verbrannte Erde. Stalins Herrschaft der Gewalt*, Munich 2012.

»dictature des managers et des ingénieurs, au détriment des droits des ouvriers et des syndicats« (p. 256). L'eugénisme représente une forme aiguë de cette approche technocratique des phénomènes sociaux. Enfin, les formes du »culte du chef« (Führerkult) sont examinées, de façon assez classique, à partir de la notion de charisme chez Max Weber.

L'ouvrage s'achève par un retour synthétique sur les principaux problèmes de l'historiographie du fascisme: sa définition comme idéologie ou comme pratique, le problème de sa modernité, sa dimension religieuse, son rapport au totalitarisme, et conclut sur une constatation de la validité persistante des thèses de Hannah Arendt⁴. La conclusion elle-même ressaisit en deux pages l'argument du livre, doté d'une bibliographie et d'un index des noms de personnes.

Aux lecteurs et lectrices français ou francophones, ce livre ne manquera pas de rappeler le travail plus ancien de Christophe Charle qui, dans »La crise des sociétés impériales«, avait suivi une démarche comparatiste analogue mais reposant davantage sur l'exploitation de sources quantitatives que sur la compilation de monographies régionales, et limitée aux cas allemand, britannique et français⁵. L'ampleur de l'aire géographique couverte par Barth impose de synthétiser le travail de spécialistes de la péninsule Ibérique ou des Balkans (Mark Mazower, Holm Sundhausen, Philipp Ther), par exemple. On pourra regretter, cependant, que la bibliographie soit exclusivement composée de titres en allemand et en anglais. Les travaux importants de Stanley Payne⁶ (fréquemment cité) ou Zara Steiner⁷ sont des références incontournables pour Barth. D'autres, plus récents, comme »The Deluge: The Great War and the Remaking of Global Order, 1916–1931«, d'Adam Tooze (Londres 2014), n'ont peut-être pas pu être intégrés au propos par manque de temps.

Face à une synthèse comme »Europa nach dem Großen Krieg«, on peut se demander quel lectorat la lira avec le plus grand profit. Les spécialistes se tourneront sans doute en priorité vers les monographies régionales exploitant des sources inédites. En revanche, le grand public ou des étudiants y trouveront une réflexion stimulante, quoiqu'exigeante par sa densité, d'autant plus que les parallèles avec la situation de l'Europe au début du XXI^e siècle semblent parfois délibérés.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41333

Seite | page 3

4 Hannah Arendt, *Elemente und Ursprünge totaler Herrschaft*, Frankfurt/M. 1955.

5 Christophe Charle, *La Crise des sociétés impériales (1900–1940). Essai d'histoire sociale comparée de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne*, Paris 2001.

6 Stanley Payne, *A History of Fascism 1914–1945*, Oxford 1996.

7 Zara Steiner, *The Lights that Failed. European International History 1919–1933*, Oxford 2005.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Silja Behre, *Bewegte Erinnerung. Deutungskämpfe um »1968« in deutsch-französischer Perspektive*, Tübingen (Mohr Siebeck) 2016, XII u. 421 S. ISBN 978-3-16-154166-7, EUR 59,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Werner Bühner, München

Was wird erst 2018 los sein? Diese Frage stellte ein Autor der »Frankfurter Allgemeinen Zeitung« angesichts der Fülle an Publikationen, Zeitungs- und Zeitschriftenartikeln, Rundfunk- und Fernsehbeiträgen und Tagungen anlässlich des 40. Jubiläums der Ereignisse um 1968 mit besorgt-amüsiertem Unterton. Noch ist es, von einigen Veröffentlichungen zum 2. Juni 1967 abgesehen, zwar vergleichsweise ruhig – aber das Jahr des 50. Jubiläums hat ja auch noch gar nicht begonnen. Zur Einstimmung empfiehlt sich unbedingt die Dissertation von Silja Behre, entstanden im Rahmen einer Cotutelle der Universität Bielefeld und der Pariser École des hautes études en sciences sociales bei Ingrid Gilcher-Holtey. In ihrer theoretisch ambitionierten Arbeit untersucht sie »in synchroner, diachroner und transnationaler Perspektive die kollektiven Erinnerungsprozesse einer sozialen Bewegung nach ihrem Zerfall«, genauer: die »politischen Kämpfe um die Erinnerung einer sozialen Bewegung in deutsch-französischer Perspektive« (S. 10). Sie begnügt sich allerdings nicht damit, zeitgenössische Akteurskategorien und Werturteile zu übernehmen und die Entwicklungsgeschichte der »68er-Generation« als Nacherzählung zu reproduzieren; vielmehr geht es ihr darum, die die jeweilige »Konstruktion leitenden Denk- und Wahrnehmungsschemata zu dekonstruieren« (S. 17).

Die Quellenbasis der Studie setzt sich, dem Forschungsansatz entsprechend, aus »publizierten, zumeist autobiographisch gefärbten Rückblicken, Interviews, Dokumentationen, Presseartikeln, Fernsehsendungen, Radiobeiträgen, Essays und Aufsätzen« hauptsächlich aus den 1970er und 1980er Jahren zusammen. In diesen beiden Jahrzehnten wurden laut Behre »in beiden Ländern die diskursiven Grundbausteine gelegt, die seitdem nur noch variiert werden und die über die vermeintliche Zäsur von 1989/90 hinaus gehen« (S. 22). Unveröffentlichte Quellen wurden, von zwei Ausnahmen – Konferenzunterlagen aus dem Archiv APO und soziale Bewegungen an der FU Berlin und die einschlägige Korrespondenz eines ehemaligen Aktivisten im Deutschen Literaturarchiv in Marbach – hingegen nicht berücksichtigt.

Die Autorin breitet ihre »Wandlungserzählung« in fünf Kapiteln aus, wobei die Gliederung teils chronologischen, teils inhaltlichen Gesichtspunkten Rechnung trägt. Zunächst analysiert sie die Auseinandersetzungen um »das Politische der 68er-Bewegung« zehn Jahre danach. Anschließend rekonstruiert sie den Konstruktionsprozess der Wahrnehmungskategorie »Generation« in deutsch-französischer Perspektive. Die letzten drei Kapitel widmen sich den »forschungspolitischen Historisierungsstrategien im Wettkampf um die Vergangenheitsverwaltung« der Bewegung (S. 23).

Das Buch bietet eine Fülle interessanter und erhellender Beobachtungen und Befunde. Dies gilt beispielsweise für die detaillierte Erörterung der Frage nach dem »politisch Neuen« der 68er-Bewegung aus der Distanz von 10 Jahren, welche ein Mitglied eines französischen Intellektuellenzirkels um die



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Zeitschrift »Tel quel« mit dem Hinweis auf die Neudefinition der Demokratie, die Überwindung herkömmlicher sozialer Klassifikationsschemata und die Legitimierung politischer Gewalt gegenüber den Staatsorganen beantwortete, während andere Aktivisten auf die Entgrenzung des traditionellen Politikverständnisses in Richtung einer Einbeziehung auch persönlicher Bedürfnisse und der Beachtung des »Primats der politischen Aktion vor politischer Organisation« (S. 85) abzielten. Auch mit der seit dem 10-jährigen Jubiläum verbreiteten Deutung, die 68er seien politisch gescheitert, aber kulturell erfolgreich gewesen, setzt sich Behre kritisch und kenntnisreich auseinander. Diese Unterscheidung verliere schon dadurch an Plausibilität, dass in Teilen der 68er-Bewegung ja durchaus, wie eben erwähnt, ein kulturell erweiterter Politikbegriff en vogue gewesen sei. Sie warnt deshalb davor, diese von vielen ehemaligen Protagonisten favorisierte und propagierte Interpretation »unhinterfragt in die deutsche Historiographie« zu 1968 einfließen zu lassen (S. 364). Sehr überzeugend fällt auch die Analyse des Konstruktionsprozesses der »68er-Generation« aus, den sie als »Produkt einer Abkehr vom Politischen ins Private und einer Resignation« deutet (S. 112).

Der eigentliche Clou der Studie liegt indes in der deutsch-französischen Perspektive, mit deren Hilfe es Behre gelingt, die Tendenz zur national verengten Sicht der Protestbewegung zu überwinden und die zahlreichen wechselseitigen Einflüsse zu verdeutlichen. Die deutsch-französischen Beziehungen, daran erinnert diese verdienstvolle und vorbildliche Arbeit gewissermaßen en passant, waren keineswegs auf die Bereiche der Außen- und Sicherheitspolitik oder die Wirtschaft beschränkt.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41334

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Alain Beltran, Éric Bussière, Giuliano Garavini (dir.), L'Europe et la question énergétique. Les années 1960/1980, Frankfurt a. M. (Peter Lang Edition) 2016, 333 p., 19 tabl., 17 graph. (Enjeux internationaux, 41), ISBN 978-2-8076-0030-0, EUR 47,95.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41406

Seite | page 1

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Guido Thiemeyer, Düsseldorf

Im Zentrum des Sammelbandes steht die Ölpreiskrise der 1970er Jahre, die in der geschichtswissenschaftlichen Forschung bislang keineswegs in ihrer vollen Dimension erfasst worden ist. Es handelte sich nicht allein um ein wirtschaftliches Ereignis, sondern um eine Krise, die an der Schnittstelle von verschiedenen Großkonflikten der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts steht. Die Strukturen des Ost-West-Konfliktes, der Dekolonisation, der Europäischen Integration, aber auch wirtschaftliche, gesellschaftliche und kulturelle Probleme spielten dabei eine zentrale Rolle.

Der Band ist in drei Kapitel gegliedert. Das erste beschäftigt sich mit den energiepolitischen Problemen der 1960er Jahre. Ruggero Ranieri zeichnet hier souverän die politischen Strukturen des Welt-Öl-Marktes in dieser Zeit nach. Während die Staaten des Mittleren Ostens vor dem Zweiten Weltkrieg als Öllieferanten nur eine marginale Rolle gespielt hatten, rückten sie in den 1950er Jahren in den Mittelpunkt. 1970 schließlich kamen 95% des weltweit geförderten Öls aus dieser Region. Die Erdölförderung war gleichwohl zum allergrößten Teil nicht in der Hand der jeweiligen Landesregierungen, sondern wurde von einer kleinen Gruppe von Ölkonzernen vor allem aus den USA und Westeuropa kontrolliert. Diese hatten zum Teil bereits in der Zwischenkriegszeit die Konzessionen für Ölbohrungen erworben. In den 1950er Jahren stieg der Ölbedarf in den USA und Westeuropa drastisch an, so dass dies ein lukratives Geschäft wurde, von dem die Regierungen der Herkunftsländer allerdings kaum profitierten. Schon bald wurde daher in allen diesen arabischen Ländern die Verstaatlichung der Ölindustrie, d. h. Enteignung der westlichen Konzerne diskutiert, zum Teil bereits umgesetzt.

Gleichzeitig gab es eine enge Verbindung zwischen den privaten westlichen Ölkonzernen und den Regierungen, vor allem in den USA, Großbritannien (Beitrag von Jonathan Kuiken), Frankreich und Italien. Öl war längst kein normales Handelsgut mehr, sondern eine in militärischer und wirtschaftlicher Hinsicht strategisch wichtige Ressource geworden. Die Versorgung des je eigenen Landes mit arabischem Öl wurde daher zu einem der zentralen politischen Ziele in den USA und Großbritannien. In Italien bemühte man sich in den 1960er Jahren um einen besonderen Zugang zu den Ölquellen im Maghreb (Elisabetta Bini). Diese Schwierigkeiten der westlichen Staaten wurden von der Sowjetunion aufmerksam beobachtet, die daher ebenfalls versuchte, Einfluss auf einzelne arabische Staaten zu nehmen (Philippe Tristani).

Gleichzeitig hatten alle westlichen Staaten auch innenpolitisch mit dem Wandel zu kämpfen. Das betraf zum einen den Niedergang der bis dahin prosperierenden Kohleindustrie (Jean-Louis Escudier). Kohle war seit dem späten 19. Jahrhundert die wichtigste Primärenergie gewesen. Angesichts des Ölbooms geriet die europäische und US-amerikanische Kohleindustrie in eine tiefe Krise. Gleichzeitig hatte man ab 1953 versucht, auch die friedliche



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Nutzung der Atomenergie voranzutreiben, was allerdings angesichts der billigen Konkurrenz aus Kohle und Öl von der Privatwirtschaft nur halbherzig aufgenommen wurde.

Das zweite Kapitel des Buchs beschäftigte sich mit der Ölpreiskrise selbst. Die unmittelbaren Reaktionen der europäischen Staaten zielten vor allem darauf, die jeweils nationale Versorgung mit Öl zu sichern. Italien (Silvio Labate und Massimiliano Cricco) versuchte seine aus der Kolonialzeit stammenden Sonderbeziehungen zu Ägypten, Tunesien und Algerien wieder zu beleben. Ähnliches versuchte die französische Regierung mit Algerien, wo François-Xavier Ortoli von Präsident Pompidou beauftragt wurde, die Kooperationsmöglichkeiten mit den ehemaligen Departements Frankreichs auszuloten (Éric Bussière). Diese Verhandlungen scheiterten jedoch weitgehend, zu frisch waren noch die Erinnerungen an die kolonialen Erfahrungen der nordafrikanischen Länder.

Ein anderer Ansatz die Krise zu überwinden zielte auf die Intensivierung der internationalen Kooperation in diesem Sektor (Marloes Beers). In der ersten Hälfte der 1970er Jahre entstanden einige Foren internationaler Kooperation, die sich jedoch als problematisch erwiesen. Frankreich unter der Präsidentschaft Pompidous wollte nicht an der von den USA dominierten Energy Coordinating Group (ECG) teilnehmen, auch die von der Bundesrepublik Deutschland favorisierte Lösung im Rahmen der supranationalen Europäischen Gemeinschaft (EG) lehnte Paris ab. Hier bevorzugte man eine Behandlung der Frage im Rahmen der OECD. In diesem Rahmen wurde im November 1974 die Internationale Energieagentur gegründet, mit dem Ziel neue Energieformen zu fördern und zu entwickeln. Ein weiterer Ansatz zielte darauf, andere Energiequellen zu erschließen. Das betraf zum einen das Nordseeöl (Juan Carlos Boué) oder zum anderen den Ausbau der bereits in den 1950er Jahren in Gang gesetzten Atomenergie (Mauro Elli, Yves Bouvier).

Das letzte Kapitel untersucht die mittelfristigen Folgen des Ölpreisschocks. Hier geht es um die Rückwirkungen auf die internationalen Kapital- und Finanzmärkte (C. Edoardo Altamura) und die Folgen für die europäische Energiewirtschaft (Constance Hubin, Jean-Pierre Williot).

Insgesamt bewegen sich die Beiträge auf hohem Niveau, nahezu alle werten erstmals Archivalien zur Energiekrise aus und allesamt zeigen, dass in diesem Thema noch ein gewaltiges Forschungspotential steckt.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41406

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Wolfgang Benz, Peter Eckel, Andreas Nachama (Hg.), Kunst im NS-Staat. Ideologie, Ästhetik, Protagonisten, Berlin (Metropol Verlag) 2015, 472 S., zahlr. Abb., ISBN 978-3-86331-264-0, EUR 24,90.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Élise Petit, Paris

Cet ouvrage est le résultat d'une série de conférences organisées entre janvier et juin 2015 au centre de documentation Topographie des Terrors (Berlin), et consacrées à l'art sous le III^e Reich. Divisé en six sections, consacrées aux différents arts, et un épilogue, il offre un panorama pluridisciplinaire qui faisait jusqu'alors défaut. Chaque section, consacrée à un art, est introduite par une présentation sur les politiques menées par le régime; suit généralement une contribution qui se concentre sur la «chambre» de laquelle il relevait au sein de la Reichskulturkammer contrôlée par Joseph Goebbels. Diverses contributions apportent ensuite un éclairage complémentaire, le plus souvent en s'intéressant à un acteur particulier de la vie artistique.

Bien que traitant de champs artistiques différents, les contributions introductives mettent toutes en valeur les conflits qui s'exercent entre Goebbels et ses nombreux concurrents en matière de politique culturelle, à commencer par l'idéologue du régime Alfred Rosenberg. Concernant les différentes chambres impulsées par Goebbels, elles montrent également un mode opératoire commun: la nomination, dans un premier temps, d'un acteur artistique de premier plan, rapidement évincé, en raison de sa frilosité à mener ce que le régime appelle la «déjudaïsation» du domaine artistique, au profit d'un artiste médiocre mais exécuteur zélé des ordres de Goebbels.

L'ouvrage s'ouvre par les arts graphiques. Wolfgang Ruppert introduit les critères esthétiques qui s'appliquent sous le III^e Reich et décrit la «mise au pas» qui s'opère: alors que dans un premier temps, certaines formes de modernité sont tolérées, notamment en raison des goûts personnels de Goebbels, le néo-classicisme conservateur prôné par Rosenberg prend rapidement le dessus. Parmi les sujets de prédilection, que l'on retrouvera dans la «Große deutsche Kunstausstellung» de 1937, figurent Hitler, les héros de la SA et de la SS, ainsi que les notions chères aux idéologues nazis, notamment la camaraderie ou la Volksgemeinschaft. Nina Kubowitsch présente la Reichskammer der bildenden Künste, dont la présidence est tout d'abord assurée par Eugen Hönig, rapidement remplacé par l'exécutant dévoué Adolf Ziegler, qui sera le commissaire de l'exposition «Entartete Kunst» en 1937. Ce même Ziegler est au centre de la contribution de Christian Fuhrmeister. C'est aussi son réseau de relations qui est mis en évidence pour expliquer l'ascension fulgurante, sous le III^e Reich, de cet artiste somme toute médiocre. Tombé en disgrâce pour «défaitisme» en 1943, Ziegler saura tirer parti de sa brève incarcération à Dachau pour se présenter, après la guerre, comme une victime du régime nazi; il sera finalement considéré comme un «suiviste» (*Mitläufer*). Josephine Gabler s'intéresse au personnage plus connu qu'est Arno Breker, dont l'ascension également soudaine s'explique là encore par l'opportunisme politique et esthétique. Malheureusement, rien n'est dit du devenir de l'artiste après 1945.

La deuxième section est consacrée à la littérature, Erhard Schütz dresse un panorama complet et fascinant de la création littéraire, qui fut d'autant plus prolifique que les éditeurs y voyaient une source de profit inégalée, tandis



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

que les idéologues plébiscitaient ses vertus propagandistes. Schütz montre comment les incessantes luttes politiques et idéologiques entre Goebbels et ses nombreux concurrents favorisèrent la naissance de myriades de livres et d'innombrables auteurs, motivés par les jeux d'alliance et l'opportunisme; il aborde également brièvement la littérature de l'«exil intérieur». Rolf Dürstberg présente la Reichsschrifttumskammer, dont le président Hans Friedrich Blunck fut remplacé dès octobre 1935 par Hanns Jost, médiocre poète, mais opportuniste et efficace. Parmi les artistes qui accueillirent Hitler avec une certaine admiration tenant de la fascination, figure l'écrivain naturaliste Gerhart Hauptmann. Dans le portrait nuancé qu'il en dresse, Peter Sprengel montre que Hauptmann se désolidarisa des politiques antijuives dans certains de ses écrits, sans pour autant renoncer aux honneurs que le régime lui réservait. Le parcours de Wilfrid Bade, évoqué par Christian Adam, illustre quant à lui une tentative de répondre aux exigences idéologiques de Rosenberg, soucieux de voir se développer une littérature qui éduque le peuple et lui inculque les valeurs *völkisch*, et à celles de Goebbels, pour qui l'aspect divertissant était essentiel pour s'assurer l'adhésion des masses populaires. Les efforts mis en œuvre pour l'embrigadement des masses se traduisent également par l'exaltation d'un lyrisme, confinant au kitsch, que présente Ehrhard Schütz. Analysant certains poèmes, il montre comment le lyrisme fut un outil précieux au service de la propagande artistique du Reich, notamment du côté des artistes *völkisch*.

La troisième section porte sur le théâtre. Frauke Meyer-Gosau retrace là encore la mise au pas du secteur, évoquant la tentative quasi éphémère de faire revivre le genre du *Thingspiel*. Elle s'attarde également sur des acteurs culturels ayant collaboré avec le régime à divers niveaux, tels que Eugen Klöpfer, Heinrich George, Heinz Hilpert et surtout Gustaf Gründgens, sur lequel la contribution de Peter Jammerthal se concentrera. La Reichstheaterkammer a vu se succéder pas moins de quatre présidents. Dominik Frank s'intéresse plus particulièrement à Rainer Schlösser, également «dramaturge du Reich» et à ce titre chargé de superviser l'ensemble de la création théâtrale. La contribution d'Evelyn Annuß montre l'apport essentiel de la radio en tant que moyen de diffusion de nouvelles œuvres à destination d'un public de masse, en corrélation avec les expériences de gigantisme que furent les *Thingspiele*. Geertje Andresen aborde le destin de l'*Ausdruckstanz* (danse d'expression), dont l'esthétique moderniste née dans les années 1920 sut s'accommoder aux exigences nationalistes et massifiées du III^e Reich.

La quatrième section compte trois contributions sur le film. Le panorama de Rainer Rother montre une imbrication forte des préoccupations de propagande, de divertissement et de massification, que l'on retrouve dans le domaine de la radio ou du théâtre. Marian Kaiser met en avant la bureaucratie des institutions en charge du film, notamment de la Reichsfilmkammer. Wolfgang Benz clôt la section par un article sur la propagande antisémite dans les films sous le III^e Reich, analysant «Robert und Bertram», «Der ewige Jude» et «Jud Süß» pour confirmer la participation prise par le cinéma aux politiques antijuives.

La cinquième section est consacrée à l'architecture. Les contributions de Winfried Nerdinger et Wolfgang Schäche aident à dépasser une vision erronée d'une politique architecturale néoclassique unique, montrant par exemple comment les régionalismes furent pris en compte pour les bâtiments à destination de l'éducation. André Deschan s'attache au parcours de Rudolf Wolters, homme de l'ombre d'Albert Speer, étudié pour sa part par Alexander Kropp.

Enfin la musique fait l'objet de la sixième section. Friedrich Geiger montre



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

comment elle fut assujettie à l'idéologie nazie et chargée d'exalter les valeurs du nouveau régime, depuis la *Volksgemeinschaft* jusqu'à la suprématie de la «race aryenne». Albrecht Dümmling rappelle quant à lui les attributions limitées de la Reichsmusikkammer et de son président Richard Strauss, démis de ses fonctions au profit de Peter Raabe en 1935. La nomination de Heinz Drewes au département musical du ministère de la Propagande par Goebbels contribuera en outre à semer le trouble entre les différents acteurs culturels. Deux compositeurs font l'objet d'attention particulière: Hans Pfitzner, dont le positionnement ambigu est étudié par Sabine Busch-Frank, et Paul Höffer, dont Jean Christophe Gero analyse le «Serment olympique» primé en 1936. Enfin Christoph Dompke s'intéresse à la musique de divertissement (*Unterhaltungsmusik*), qui comprend l'opérette, la musique de danse et les chansons de variété (*Schlager*), dont il évoque également le destin après la guerre.

L'épilogue de Wolfgang Benz complète cette étude par un aperçu des diverses formes d'exil ou de résistance, depuis l'exil intérieur d'un Karl Amadeus Hartmann jusqu'à l'hymne composé par Herbert Zipper sur un poème du librettiste de Franz Lehár, Fritz Löhner-Beda, et du dissident Hermann Leopoldi, à Dachau. Il rappelle également que les différents arts prirent sous le III^e Reich une part active à la politique d'exclusion des juifs et des opposants politiques. Le destin de certains artistes dans des camps de concentration clôt cet ouvrage qui offre à ce jour l'une des études les plus complètes des politiques artistiques sous le III^e Reich.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41408

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Luc Braeuer, La Baule. Occupation – Libération. Tome 1: 1939–1942; Tome 2: 1943–1945, Le Faouët (liv'éditions) 2015, 169; 169 p., nombr. ill., ISBN 978-2-84497-303-0; 978-2-84497-304-7, EUR 29,00/tome.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Byron Schirbock, Köln

Nachdem die Wehrmacht 1945 offiziell vor den Alliierten kapituliert hatte, standen noch immer deutsche Truppen in Frankreich. Saint-Nazaire mitsamt seiner Umgebung, die letzte der sogenannten »Atlantikfestungen«¹, welche ursprünglich alliierte Kräfte binden und durch Verwehrung der Tiefwasserhäfen den Vorstoß ins Reich verlangsamen sollten, kapitulierte erst am 11. Mai 1945. Ähnlich wie Brest und Lorient, diente die Hafenstadt während der Besatzung der deutschen Kriegsmarine als Ausgangsbasis für den U-Bootkrieg im Atlantik. Allerdings wurde sie bereits 1941 Ziel alliierter Bombardements und Landungsversuche, und so entschied sich die Wehrmacht, das nahegelegene La Baule als Truppenunterkunft zu nutzen. Verwaltungsbeamte, Werftarbeiter und U-Bootbesatzungen pendelten noch in die Hafenstadt, das eigentliche Leben spielte sich jedoch nicht mehr in der zerstörten Stadt, sondern in dem kleinen Badeort ab. Während man dort noch im Sommer 1939 internationale Feriengäste begrüßte, begann mit dem Einmarsch deutscher Truppen die beinahe fünf Jahre dauernde Besatzung.

Die vorliegende Arbeit über die Geschichte von La Baule während der deutschen Okkupation stammt von Luc Braeuer, der bereits durch etliche Publikationen zur Marinegeschichte des Zweiten Weltkriegs an der französischen Atlantikküste hervorgetreten ist. Braeuer hat zahlreiche Quellen zusammengetragen und Archive vor Ort aber auch in Deutschland konsultiert. Herausgekommen sind zwei großformatige Bände von je 170 Seiten. Der Textanteil bietet eine chronologisch angelegte Erzählung durch die Kriegszeit, angereichert mit Zitaten aus privaten Erinnerungen französischer, deutscher und alliierter Akteure sowie Berichten über das Schicksal einzelner Protagonisten wie Flüchtlinge, Krankenschwestern, Widerständler und U-Bootfahrer. Allerdings dominieren gegenüber dem Text eindeutig die zahlreichen Abbildungen und Fotografien. Ebenso überwiegt der Blick auf die Besatzer, wobei die Besetzten nicht gänzlich ausgespart bleiben.

Die Kapiteleinteilung kann als Periodisierung bzw. auch als Rhythmus der Besatzung gelesen werden. Mit Beginn der drôle de guerre nach der Kriegserklärung an das Deutsche Reich am 3. September 1939 wurde La Baule zunächst Zielort für vorsorglich evakuierte Kinder sowie Studenten ausgelagerter Elitehochschulen. Außerdem kamen erste Kriegsflüchtlinge aus Drittstaaten und Truppen der British Expeditionary Forces. Die Darstellung des Einmarschs der Deutschen am 20. Juni beschließt das erste Kapitel.

Die zweite Periode reicht bis Ende 1940. Braeuer beschreibt sie als eine Phase einer ersten Einrichtung der ersten deutschen Besatzer im Ort. Das dritte Kapitel widmet sich vorrangig der Niederlassung der deutschen Kriegsmarine während des Jahres 1941. Mit der Einrichtung eines Lazaretts



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

1 Vgl. Jacques Mordal, Die letzten Bastionen. Das Schicksal der deutschen Atlantikfestungen 1944/45, Oldenburg, Hamburg 1966; Rémy Desquesnes, Les poches de résistance allemandes sur le littoral français. Août 1944–mai 1945, Rennes 2011.

sowie von Unterkünften für die U-Bootfahrer erhöhte sich ab Februar die Zahl deutscher Soldaten signifikant. Die in La Baule in Garnison liegenden beiden U-Bootflotillen besetzten allein 64 Häuser. Über 40 Hotels und 300 Villen waren bereits beschlagnahmt worden, und es wurden weitere Barackensiedlungen gebaut. Ende 1941 arbeiteten zudem bereits 800 Ortsansässige im Dienste der Deutschen als Hilfskräfte aller Art. Wie auch anderenorts wurden die Besatzer rasch zum wichtigsten Arbeitgeber.

Der 2. Band schließt mit einem Kapitel an, das die Zeit von 1943 bis zur Landung der Alliierten in Frankreich im Sommer 1944 abdeckt. In dieser Phase verschärfte sich das Leben in La Baule, vor allem für die Besetzten. Sie waren immer strikteren Ausgangsregeln unterworfen, Schulen und andere Einrichtungen wurden von den Deutschen ins Landesinnere verbannt. Manche zogen auch freiwillig weg, denn mit dem Ausbau des Atlantikwalls veränderte sich auch das Antlitz der Stadt. Regelmäßig wechselten die Einheiten, die zur Küstensicherung abgestellt waren. Neben deutschen Soldaten kamen so auch Russen, Georgier, Polen und Tschechen nach La Baule, die als Hilfstruppen in der Wehrmacht dienten. Mit den steigenden Verlustzahlen deutscher U-Boote sollten zahlreiche Ablenkungsangebote vor Ort die Stimmung heben. Die Einkesselung durch die Alliierten und das Abrücken der Marineeinheiten ließen La Baule schließlich Teil der Festung Saint-Nazaire werden. Das letzte Kapitel beschreibt die Kapitulation und den Einmarsch US-amerikanischer und freifranzösischer Truppen. Erst im Sommer 1946 kann mit den ersten Feriengästen nach dem Kriegsende wieder an den alten Rhythmus angeknüpft werden.

Die Bände zeichnen insgesamt ein breites Panorama. Besonders anschaulich ist die wechselnde Präsenz sich ablösender Gruppen gelungen, die das Gesicht des Orts stetig verändert haben. Darüber hinaus streift Braeuer viele interessante Aspekte, sei es die Prostitution vor Ort, Aktionen zur Sammlung wiederverwertbarer Materialien und die Gewinnung von Ersatzprodukten. Nicht unerwähnt bleibt überdies das Wirken der Résistance, die vielfältig in Erscheinung tritt – nicht zuletzt in Gestalt des lokalen Unterpräfekten, der schließlich sogar zwischen Deutschen und Alliierten vermittelt. Immer wieder werden dabei Kontaktzonen zwischen Besetzten und Besatzern sichtbar.

Der Schwerpunkt der Darstellung liegt allerdings zweifelsohne auf den U-Bootfahrern und ihrem Leben vor Ort. Hier ist der Autor ganz in seinem Element, schweift gelegentlich ab und weiß über das Schicksal bestimmter Mannschaften und Kapitäne zu berichten, wobei er aber am Schluß dann stets wieder den Bogen zum allgemeinen Kriegsgeschehen schlägt.

La Baule erfüllte für die Besatzer eine Vielzahl von Aufgaben. Nicht minder bedeutsam war allerdings die Instrumentalisierung durch die deutsche Propaganda, die das Leben der Deutschen vor Ort gezielt zu inszenieren verstand. Den dort stationierten Matrosen wurde ein breites Freizeitangebot in Form von Sportfesten und Ausstellungen, Feiern sowie Truppenbesuchen durch hohe Marineoffiziere geboten, die neben der Erhaltung der Kampfmoral als Vorlage für Illustrierte und Wochenschauen dienten. Hier offenbart sich zugleich aber auch ein grundsätzliches Problem, denn nur an wenigen Stellen erfährt der Leser konkret, ob es sich bei dem jeweiligen Foto um eine Privataufnahme von Soldaten, der deutschen Propagandakompanien oder um ein Foto von Franzosen handelt. Die insgesamt gut informierten Texte von Braeuer fangen dieses Manko nur bedingt auf. Die Provenienz der Bilder hätte unbedingt berücksichtigt werden müssen, denn es ist sehr wahrscheinlich, dass ein erheblicher Teil der abgebildeten Fotografien Produkte der Propagandakompanien sind. Gerade von einem Kenner der

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41409

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Materie hätte man erwarten dürfen, dass er sich der Inszenierung des Orts und der durch die Propaganda zu Helden stilisierten U-Bootfahrer bewusst ist. Die Umstände, unter denen die in großer Zahl und prominent in den Bänden platzierten Aufnahmen entstanden, bleiben in ihrer Suggestionskraft unterbelichtet, ja hinterlassen mitunter gar ein recht schiefes Bild. So entsteht beispielsweise der Eindruck, dass die DRK-Schwester des Marinelazarets vorwiegend die Sonne am Strand genossen haben, tatsächlich hatten sie jedoch einen Arbeitstag von 6 bis 21 Uhr zu bewältigen².

Ist man sich dessen jedoch bewusst, dass das Bildmaterial Ausschnitte einer teilweise stark inszenierten Realität zeigt, dann liest man die beiden Bände von Luc Braeuer mit Gewinn. Besatzung bedeutete ein Eindringen der Okkupanten in den Ort und seinen Alltag, die Transformation und Umkodierung desselben durch deutsche Straßenschilder oder die Umbenennung von Häusern. Privatautos und Touristen machen augenscheinlich heiter umherstreifenden, in Uniformen gekleideten deutschen Männern und Frauen Platz, Gebäude werden einer neuen Nutzung zugewiesen und mit einem neuen Sinn versehen, und nicht zuletzt findet eine physische Transformation von Raum und Ort durch den Bau von Bunkern und Befestigungen statt: Am Beispiel eines kleinen Badeortes lässt sich so nachvollziehen, welche tiefgreifenden Veränderungen und Nachwirkungen die deutsche Okkupation während des Zweiten Weltkriegs in Frankreich mit sich brachte.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41409

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

2 Vgl. Ludger Tewes, Rotkreuzschwestern. Ihr Einsatz im mobilen Sanitätsdienst der Wehrmacht 1939–1945, Paderborn 2016, S. 98.

Daniel Brewing, Im Schatten von Auschwitz. Deutsche Massaker an polnischen Zivilisten 1939–1945, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 2016, 363 S. (Veröffentlichungen der Forschungsstelle Ludwigsburg, 29), ISBN 978-3-534-26788-0, EUR 79,95.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41410

Seite | page 1

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Grzegorz Rossoliński-Liebe, Berlin

Deutsche Einheiten begangen im Zweiten Weltkrieg zahlreiche Massaker an der zivilen Bevölkerung, vor allem in osteuropäischen Ländern. Alleine in Polen ermordeten die Besatzer etwa 1 Million Menschen (S. 291). Diese Morde fanden im Schatten von Auschwitz oder der Ermordung von 3 Millionen polnischen Juden statt, wie es Brewing metaphorisch im Titel ausdrückt. Obwohl die Massaker an der polnischen Zivilbevölkerung in vielen Einzelstudien untersucht wurden, sind die Umstände und Hintergründe des Geschehens, wie seine aufschlussreiche Studie zeigt, im Detail immer noch kaum bekannt. Der Autor geht dem Thema auf den Grund und analysiert an aussagekräftigen Beispielen viele zentrale Aspekte dieser Problematik, wodurch er neues Licht auf die Ereignisse wirft und den Stand der Forschung voranbringt. Gleichzeitig schließt seine Studie jedoch auch methodologische Probleme ein, die sich aus einer nicht vollkommen überzeugenden Kontextualisierung und Konzeptualisierung des Themas ergeben bzw. die Folge der Nichtbeachtung bestimmter Quellen, Perspektiven, Publikationen und Forschungszweige sind.

Das Hauptanliegen Brewings ist es, die Massaker an der polnischen Bevölkerung, die sich im Schatten von Auschwitz ereigneten, möglichst vielfältig zu beleuchten, die Motive der Täter herauszuarbeiten und die Umstände zu erklären, unter denen die Morde begangen wurden. Die Studie folgt dem in der deutschen Geschichtswissenschaft verankerten Paradigma der Täter- und Besatzungsforschung, das den Handlungen deutscher mehr Aufmerksamkeit als dem Verhalten aller anderen Akteure schenkt, wobei es dem Autor darum geht, das von den Opfern erlittene Leid und die verbrecherische Natur der Massaker zu enthüllen.

In der Einleitung präzisiert Brewing seinen Ansatz, erklärt die relevanten Begriffe und seinen theoretischen Zugang, fasst den Forschungsstand zusammen und stellt die Quellen vor, die er herangezogen hat. Im ersten Teil seiner Studie zeigt er das in Preußen existierende rassistische Feindbild bezüglich der Polen und die Diskurse über die polnische Wirtschaft auf, die für die von ihm untersuchte Thematik insofern relevant sind, als sie die Wahrnehmung vieler Deutscher bis in den Zweiten Weltkrieg prägten. Er beschreibt darüber hinaus auch die Kämpfe nach dem Ersten Weltkrieg um die von beiden Seiten beanspruchten Gebiete, die polenfeindliche Stimmung in der Weimarer Republik, das Schicksal und die Instrumentalisierung der deutschen Minderheit in der Zweiten Polnischen Republik sowie die Verbesserung deutsch-polnischer Beziehungen, nachdem die Nationalsozialisten die Macht übernommen und beide Länder am 26. Januar 1934 einen Nichtangriffspakt geschlossen hatten.

Im Hauptteil des Buchs werden in mehreren Fallstudien verschiedene Massaker deutscher Einheiten an polnischen Zivilisten analysiert, die sich zwischen 1939 und 1945 ereigneten. Brewing beschäftigt sich eingangs



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

mit den Überfällen deutscher Soldaten und von Volksdeutschen auf Polen unmittelbar nach Beginn des Zweiten Weltkriegs. Um diese zu legitimieren, wurden damals von der deutschen Propaganda die Volksdeutschen viktimisiert, während den Polen hingegen eine Affinität zur Gewalt zugeschrieben wurde, die den Einmarsch im September 1939 als eine humanitäre Intervention erscheinen lassen sollte. Bereits einige Monate vor Kriegsbeginn berichteten deutsche Medien über die »Ausrottung deutscher Kindergärten«, Vergewaltigungen oder regelrechten Zerstückelungen von Angehörigen der deutschen Minderheit in Polen (S. 70f.). Nach Kriegsbeginn ermordeten allein Truppen des volksdeutschen Selbstschutzes bis zu 30 000 Polen und im Gegenzug Polen etwa 4 500 Volksdeutsche (S. 76, 96). Die Massaker an den Volksdeutschen wurden instrumentalisiert, wofür exemplarisch die Ereignisse in Bromberg stehen. Hier wurden im September 1939 etwa 400 Volksdeutsche von Polen ermordet, was die nationalsozialistische Propaganda dann als einen Massenmord von 58 000 Mitgliedern der deutschen Minderheit darstellte (S. 76).

Im nächsten Schritt analysiert Brewing die Massaker, die durch verschiedene Polizeieinheiten und die Wehrmacht bei der »Bandenbekämpfung« vor allem in den Distrikten Radom und Lublin des Generalgouvernements begangen wurden. Eine besondere Rolle spielt hier Erich von dem Bach-Zelewski als »Chef der Bandenbekämpfung« (S. 136). Die Zahl der Partisanen nahm seit 1942 und vor allem aber nach der Aktion Zamość 1943 rapide zu. 1944 waren die Deutschen nicht mehr im Stande, alle Gebiete des Generalgouvernements zu kontrollieren und zogen sich aus einigen Kreisen zurück. Brewing zeigt, dass deutsche Polizeieinheiten die Partisanen nicht effektiv bekämpfen konnten, weil sie gegen einen Feind kämpften, der für sie kaum greifbar war. Um jedoch Erfolge melden zu können, wurde der Terminus »Bandenbekämpfung« auf »Helfer« und »Helfershelfer« ausgedehnt, worunter grundsätzlich jeder, einschließlich Frauen und Kinder, fallen konnte, der der Unterstützung oder des Kontakt zu Partisanen verdächtigt wurde. Die deutschen Einheiten konnten gezielter und effektiver nur mit V-Männern gegen die Partisanen vorgehen (S. 179). Sie bezogen auch die polnische Bevölkerung in die Bandenbekämpfung mit ein. Dieser Strategie war jedoch wenig Erfolg beschieden, obwohl die meisten Bauern nicht mit den Partisanen sympathisierten. Und so wurden Polen, die die Partisanen nicht ausliefern wollten oder konnten, selbst als »Banditen« betrachtet und ermordet (S. 216–219).

Wenig Unterstützung erfuhren die Deutschen von der polnischen Polizei, die sich dem deutschen Drängen auf Mitwirkung bei der »Bandenbekämpfung« wo immer möglich entzog. Zuflucht im Alkohol suchte, Bordells besuchte oder sich darauf beschränkte, Juden auszurauben (S. 222–223). Die größte, gegen »Banditen« gerichtete Aktion, bei der 4759 Männer, Frauen und Kinder ermordet wurden, fand in der ersten Jahreshälfte 1944 im Biłgorajer Wald unter dem Kryptononym »Aktion Sturmwind« statt (S. 248–250). Infolge mehrerer kleinerer »Bandenbekämpfungsaktionen« wurden hunderte polnischer Dörfer abgebrannt und in vielen von ihnen sämtliche Männer zwischen dem 15. und 60. Lebensjahr exekutiert. In seiner Analyse des Warschauer Aufstands betont Brewing, dass bei der Bekämpfung dieser Rebellion Methoden angewendet wurden, die von den deutschen Einheiten zuvor im ländlichen Raum bereits praktiziert worden waren (S. 275).

Dieser beeindruckenden Rekonstruktionsleistung bezüglich der Massaker an der polnischen Bevölkerung durch Brewing steht jedoch deren nicht immer überzeugende Kontextualisierung und Konzeptualisierung, die Ausblendung relevanter Perspektiven und einschlägiger Publikationen sowie

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41410

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

ein wenig reflektierter Umgang mit der Kollaboration und der polnischen Beteiligung am Judenmord gegenüber. Während er auf der einen Seite viele wichtige Quellen heranzieht, lässt Brewing auf der anderen Seite wichtige Unterlagen wie z.B. die Protokolle der polnischen Nachkriegsjustiz, Berichte und Zeugnisse jüdischer Überlebender sowie die unter anderem im USHMM vorhandenen Interviews mit polnischen Zeitzeugen bei der Analyse unberücksichtigt. Dabei handelt es sich hier um gerade für dieses Thema wichtige und einschlägige Quellen, deren Untersuchung womöglich anderes Licht auf den Gegenstand geworfen und eine andere Gewichtung ermöglicht hätte.

Ähnliches gilt auch auf die Forschungsliteratur. Arbeiten von Historikerinnen und Historikern, die die polnische Beteiligung am Holocaust untersucht haben, wie Jan Grabowski oder Barbara Engelking, werden zwar in der Einleitung erwähnt (S. 24f.), ihre Ergebnisse aber nicht rezipiert. Gleiches gilt für Arbeiten, in denen die verschiedenen Formen der Kollaboration untersucht wurden oder der Frage nachgingen, wie die Kollaboration und Beteiligung am Judenmord mit den antipolnischen Massakern zusammenhängt. Auch die Publikationen jüdischer Historikerinnen und Historiker, wie Emanuel Ringelblum, Israel Gutman oder Feliks Tych, die Aspekte des von Brewing untersuchten Themas analysieren und die Thematik grundsätzlich komplexer verstehen, weil sie sich auch für das Verhalten der Polen gegenüber den Juden und die Kollaboration mit den Deutschen interessieren, werden von ihm nicht berücksichtigt.

So hinterlässt die Studie einen gemischten Eindruck. Auf der einen Seite gelingt es Brewing das einseitige Bild der Polen in Filmen wie »Unsere Mütter, unsere Väter« oder in Reden von Erika Steinbach zu revidieren und das Leiden polnischer Zivilisten ausführlich und empathisch zu beleuchten. Auf der anderen Seite überzeugt die Kontextualisierung und Konzeptualisierung des Themas, die durch die Auslassung bestimmter Quellengattungen, Publikationen und Forschungsergebnisse entsteht, nicht. Die Gewalt der Besatzer an der polnischen Bevölkerung wird von ihm isoliert von der Frage der Beteiligung von Polen am Judenmord und Kollaboration analysiert, weshalb es Brewing leider nicht gelingt, ein umfassendes Bild von den Beziehungen zwischen Deutschen, Polen und Juden angesichts der deutschen Massaker an polnischen Zivilisten zu zeichnen.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41410

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Edward Castleton, Hervé Touboul (dir.), Regards sur 1848, Besançon (Presses universitaires de Franche-Comté) 2015, 416 p. (Archives de l'imaginaire social, 1), ISBN 978-2-84867-539-8, EUR 20,00.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41411

Seite | page 1

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Lothar Höbelt, Wien

Die Revolution des Jahres 1848 ging von Frankreich (und von Sizilien) aus; viel früher als in Deutschland erfolgte mit den Kämpfen des Juni 1848 die Polarisierung zwischen radikaler Demokratie und einer Gegenbewegung, die sich zunächst allerdings noch in republikanischen Bahnen bewegte. Nationale Einheit und Verfassungsstaat, die vornehmsten Ziele des deutschen Liberalismus, waren in Frankreich schon lange vor 1848 verwirklicht. Dafür spielte die soziale Frage in Frankreich von Anfang an eine viel größere Rolle. Dies wird in dem runden Dutzend von Essays deutlich, die als Ergebnis zweier Tagungen, abgehalten 2008 in Besançon, 2012 in Cambridge, nunmehr auch gedruckt vorliegen.

Es geht in dem Band nicht um historische Analysen des Geschehens und auch nicht um historiografische, nicht um *lieux de memoire*, sondern um die Ansicht von Zeitgenossen, engagierten Zeitgenossen, aber nicht wirklich Teilnehmern, von Kommentatoren oder bestenfalls von Chronisten, die zwar gerne aktiv ins Geschehen eingegriffen hätten, dazu aber doch keine Gelegenheit fanden, wie z. B. die Gräfin Marie d'Agoult, eine Freundin Franz Liszts, die eine Zeitlang als »Egeria« des Republik-(Mit-)Begründers Alphonse de Lamartine galt, ihren Einfluss aber schwinden sah und dafür aus Zeugenaussagen und Interviews von rechts bis links bereits kurz danach unter dem Pseudonym Daniel Stern eine dreibändige Geschichte der Revolution von 1848 vorlegte.

Die Mehrzahl der Essays ist Autoren gewidmet, die sich ganz unabhängig von der Revolution von 1848 einen Namen gemacht haben, wie z. B. Karl Marx, der wegen der Revolution nach Paris zurückkehren durfte – oder musste, denn er wurde am 4. März 1848 von der Polizei aus Belgien ausgewiesen. Marx betonte sehr stark den abweichenden Charakter der (rückständigen) ökonomischen Entwicklung in Frankreich vom für ihn maßgebenden englischen Beispiel, selbst wenn auch er in den Fehler verfiel, die radikalen Strömungen mit dem Proletariat gleichzusetzen. Originell war seine Interpretation, die in verschiedene Strömungen aufgespaltene Bourgeoisie aus Royalisten, Orleanisten und Bonapartisten habe erst auf dem Boden der Republik zu gemeinsamem Handeln finden können. Als vorausschauend in jeder Beziehung erwies sich der Kommentar Proudhons schon zwei Jahre zuvor, eine »Bartholomäusnacht des Eigentums« würde bloß zu einer wilden Reaktion führen, man müsse das Kapital vielmehr auf kleiner Flamme köcheln lassen.

Von den Meistern des belletristischen Faches war Balzac gegen die Revolution, erstaunlich skeptisch äußerte sich auch Victor Hugo, der 1848 – Marx vorwegnehmend – für eine Parodie von 1793 hielt und die Barrikadenkämpfe im Juni verurteilte: In der Monarchie bedeute ein Aufstand Fortschritt, in der Republik jedoch Rückschritt. Eine gewisse Parallele zeichnet sich im Auffassungen des Historikers Jules Michelet und des Positivisten Auguste Comte ab: Michelet verlor 1848 seinen Glauben an die Automatik



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

des Fortschritts, auch an die Parallelität seiner Vorstellungen von Gleichheit und Gerechtigkeit mit den Lehren des Christentums. Die Kirche entwickelte sich zum Feind, deshalb müsse die Revolution die Massen erziehen, sprich: manipulieren. Comte ging da von Anfang an viel weiter: Gegen die Utopien und die Anarchie helfe nur die Diktatur des Proletariats – die er als Ordnungsfaktor begrüßte.

Der deutsche Student Lorenz v. Stein nahm eine gewisse Außenseiterposition ein: In Paris vor 1848 als Informant der preußischen Polizei, 1848 als Gesandter Schleswig-Holsteins tätig, nach 1848 dann schließlich Professor in Wien, beeindruckte ihn gerade die soziale Frage, die vordergründig politische Konflikte transzendierte. Seine Nutzenanwendung lautete bekanntlich: Nur ein »soziales Königtum« könne die Fronten des Klassenkampfes überwinden. Louis Blanc wiederum versuchte 1858 in seinen »Historical Revelations« einem englischen Publikum die Sache der Revolution bzw. der Regierung, der er angehört hatte, schmackhaft zu machen.

Die teils französischen, teils angelsächsischen Autorinnen und Autoren stellen eine bunte Mischung aus etablierten Vertretern des Faches und jüngeren Talenten dar; ihre Beiträge bieten in fast allen Fällen überraschende Aspekte und Einsichten. Die beiden in Burgund beheimateten Herausgeber, ausgewiesen als Spezialisten für Marx und die Frühsozialisten, haben den Reigen der Beiträge um vier Augenzeugenberichte zu den Juni-Kämpfen bereichert. Ihre Einleitung schlägt am Beispiel von Marx nicht zuletzt den Bogen zum *linguistic turn* und zur »Begriffsgeschichte« im Anschluss an Reinhart Koselleck. Auch wenn manche der Analysen von Marx von der Forschung inzwischen falsifiziert wurden, müsse man doch auch in Rechnung stellen, dass sich das begriffliche Instrumentarium, um die Vorgänge adäquat zu beschreiben und einzuordnen, damals erst in einem frühen Stadium der Entwicklung befand.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41411

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Johann Chapoutot, Das Gesetz des Blutes. Von der NS-Weltanschauung zum Vernichtungskrieg. Aus dem Französischen von Walther Fekl, Darmstadt (Verlag Philipp von Zabern) 2016, 475 S., 1 Abb., ISBN 978-3-8053-4990-1, EUR 49,95.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41494

Seite | page 1

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Roman Töppel, München

»La loi du sang. Penser et agir en nazi« lautet der Originaltitel von Johann Chapoutots Studie zur Weltanschauung der Nationalsozialisten. Leider wurde der französische Untertitel für die deutsche Ausgabe nicht übernommen, denn er verdeutlicht am besten, worum es dem Autor geht: Chapoutot zeichnet das Denken der Nationalsozialisten nach und zeigt auf, dass deren verbrecherische Taten nichts anderes als eine logische Folge der NS-Ideologie waren.

In seiner Einleitung liefert Chapoutot zunächst einen fundierten Abriss der Täterforschung der letzten Jahrzehnte. Der Hauptteil der Studie gliedert sich in die vom Autor aus den Quellen herausgearbeiteten drei »kategorischen Imperative« der NS-Ideologie: erstens das Zeugen von Nachkommen, zweitens das Kämpfen, drittens das Herrschen. Diese drei Imperative waren die Antwort der NS-Theoretiker auf die von ihnen erkannten vermeintlichen Nöte der »nordischen Rasse«: »Zeugen und kämpfen, um zu herrschen«, lautete deshalb der Auftrag an das deutsche Volk (S. 375).

Anhand zahlreicher Themen, die zu den Bestandteilen der NS-Ideologie gehörten, zeichnet Chapoutot in den einzelnen Kapiteln das Denken der NS-Theoretiker nach. Seine zentrale Frage lautet: Wie erfolgte die normative Neubegründung im »neuen Deutschland« unter der nationalsozialistischen Herrschaft? (S. 23) Der historische Präsenz, den der Autor für seine Darstellung gewählt hat, erleichtert das Hineindenken in die teilweise krude Gedankenwelt der Nationalsozialisten ebenso wie die sachliche Schreibweise des Autors, der im Text weitgehend auf Wertungen verzichtet. Erfreulicherweise erkennen mittlerweile immer mehr Autorinnen und Autoren, dass diese Sachlichkeit notwendig ist, um wirklich verstehen und erklären zu können, was unerklärlich erscheint. So hat die Passauer Politikwissenschaftlerin Barbara Zehnpfennig diesen Ansatz in ihrer textimmanenten Interpretation von »Mein Kampf« verfolgt, und der Münchner Psychologe Klaus Weber forderte erst kürzlich, Adolf Hitler »nach-zu-denken«, um ihn und sein Handeln verstehen zu können¹.

Zu den zahlreichen Quellen, die Chapoutot ausgewertet hat, zählen sowohl Text- als auch Bild- und Tondokumente. Das dichte Bild, das Chapoutot mit ihrer Hilfe zeichnet, um die Gedankenwelt der NS-Theoretiker in ihrer eigenen Logik verständlich zu machen, hat allerdings den Nachteil, dass Differenzierungen und Nuancen vernachlässigt werden. Stellenweise fügt er ein Potpourri von verschiedenen Denkern zu einem homogenen Bild zusammen, das in Wirklichkeit deutlich heterogener war. Wenn er etwa festhält, laut NS-Ideologie liebe der »Germanen« sich selbst und das Diesseits,



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

1 Barbara Zehnpfennig, Hitlers »Mein Kampf«. Eine Interpretation, München 2002; Klaus Weber, Adolf Hitler nach-gedacht. Psychologie, Person, Faschismus, Hamburg 2016 (Texte kritische Psychologie, 5).

kann man ihm mehrere NS-(Vor)-Denker entgegenhalten, die das anders sahen. Dazu gehörte Hitlers Freund und Mentor Dietrich Eckart ebenso wie der »Rassenpabst« Hans Günther. Aus deren Sicht sei der »Arier« bzw. »nordische Mensch« eher weltabgewandt und neige deshalb sogar relativ stark zum Selbstmord². Und wenn Chapoutot als Sicht der NS-Theoretiker die Vorstellung beschreibt, Juden hätten keinen Instinkt, weil sie keine reine Rasse seien, steht das im Gegensatz zu Aussagen Houston Stewart Chamberlains in »Die Grundlagen des neunzehnten Jahrhunderts oder Adolf Hitlers in ›Mein Kampf‹«. Beide sahen die Juden durchaus als reine Rasse mit einem »untrügliche[n] Instinkt«³.

Der größte Makel in der Darstellung ist indes der wiederholte Bezug auf Hermann Rauschning, dessen »Gespräche mit Hitler« schon seit langer Zeit als frei erfunden entlarvt sind. Chapoutot kolportiert auf diese Weise auch angebliche Aussagen Hitlers, die tatsächlichen Bemerkungen des Diktators widersprechen. Das betrifft insbesondere Chapoutots Feststellung: »Die Zehn Gebote wurden von Hitler sogar zu einem der schlimmsten, wenn nicht gar zum schlimmsten Feind des Nationalsozialismus erklärt« (S. 166). Was Hitler wirklich über die Zehn Gebote dachte, geht aus einer authentisch überlieferten Aussage des Diktators vom 24. Oktober 1941 hervor: »Die zehn Gebote sind Ordnungsgesetze, die absolut lobenswert sind⁴.« Auch die Erinnerungen von Albert Speer sind nachweislich so unzuverlässig, dass man sich besser nicht auf sie stützen sollte. Dass Hitler für das deutsche Volk im Frühjahr 1945 laut Speers Memoiren keine Zukunft sah, ist zweifelhaft, da es andere Quellen gibt, die diesem »Nach mir die Sintflut« widersprechen. Dazu gehören etwa Hitlers Testamente oder die Erinnerungen des Reichsjugendführers Artur Axmann. Dieser hat berichtet, Hitler habe ihm wenige Stunden vor seinem Selbstmord gesagt, für das deutsche Volk werde es einen Wiederaufstieg geben, wenn es die kommenden Leiden »als schicksalsverbundene Volksgemeinschaft« ertrage⁵.

Ein weiterer Kritikpunkt betrifft Chapoutots Verweis auf den Laconia-Befehl vom Befehlshaber der U-Boote Karl Dönitz. Der Admiral verbot darin seinen U-Boot-Besatzungen, gegnerischen Schiffbrüchigen Hilfe zu leisten. Der Autor vergleicht diesen Befehl mit den Verbrechen an der Ostfront. Das ist aber verfehlt und offenbart eine mangelnde Trennschärfe zwischen ideologisch motivierter Gewalteskalation und inhumanen Maßnahmen, die aus militärischen Gründen für notwendig erachtet wurden. Die weithin bekannte und sogar verfilmte Laconia-Affäre, die diesem Dönitz-Befehl vorangegangen war, blendet Chapoutot völlig aus.

Schließlich sei noch auf einige sachliche Fehler hingewiesen, die sich in die Darstellung eingeschlichen haben: Generalstabschef des Heeres war im Jahre 1941 nicht Walther von Brauchitsch (S. 235), sondern Franz Halder. Admiral Dönitz war 1942 kein »Flottenkommandant« (S. 246), sondern Befehlshaber der Unterseeboote. Den Namen »Götz von Berlichingen« trug nicht die »18.

- 2 Dietrich Eckart, Das Judentum in und außer uns. Grundsätzliche Betrachtung, in: Auf gut deutsch. Wochenschrift für Ordnung und Recht 1 (1919), S. 79 f., 95 f.; Hans F. K. Günther, Rassenkunde des deutschen Volkes, München ⁶1924, S. 173.
- 3 Houston Stewart Chamberlain, Die Grundlagen des neunzehnten Jahrhunderts. 2 Bde., München ⁶1906, Bd. 1, S. 384; Christian Hartmann, Thomas Vordermayer, Othmar Plöckinger, Roman Töppel (Hg.), Hitler, Mein Kampf – eine kritische Edition, München ⁶2016, Zitat S. 845.
- 4 Adolf Hitler, Monologe im Führerhauptquartier 1941–1944. Aufgezeichnet von Heinrich Heim, hg. von Werner Jochmann, München 2000, Dok. 43, Zitat S. 104.
- 5 Artur Axmann, »Das kann doch nicht das Ende sein«. Hitlers letzter Reichsjugendführer erinnert sich, Koblenz ²1995, S. 444.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41494

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Panzer-Division« (S. 250), sondern die 17. SS-Panzer-Grenadier-Division. Und die Aussage, die »germanische Rasse« sei laut NS-Theoretikern von Natur aus »die (demographisch) fruchtbarste«, trifft nicht zu. Im Gegenteil glaubten die völkischen Rassenideologen, dass sich das »Minderwertige« am schnellsten vermehre und die »arische« bzw. »nordische Rasse« dadurch von Natur aus im Nachteil sei⁶.

Bei aller Kritik gilt es aber festzuhalten, dass Johann Chapoutot sich nicht die Aufgabe gestellt hat, die Theorien der verschiedenen völkischen Ideologen und die Praxis ihrer Umsetzung im Dritten Reich in allen Feinheiten darzustellen, sondern die großen Linien der NS-Weltanschauung aufzuzeigen. Und das ist ihm insgesamt sehr gut gelungen.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41494

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

⁶ Roman Töppel, »Volk und Rasse«. Hitlers Quellen auf der Spur, in: Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte 64 (2016), S. 1–35, hier S. 18 f.

Wassili S. Christoforow, Wladimir G. Makarow, Matthias Uhl (Hg.), Verhört! Die Befragungen deutscher Generale und Offiziere durch die sowjetischen Geheimdienste 1945–1952, Berlin und Boston (De Gruyter Oldenbourg) 2015, 477 S. (Veröffentlichungen des Deutschen Historischen Instituts Moskau, 6), ISBN 978-3-11-041604-6, EUR 49,95.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41496

Seite | page 1

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Peter Lieb, Potsdam

Vor gut zehn Jahren präsentierte Sönke Neitzel seine Edition »[Abgehört](#).« mit einer aufsehenerregenden neuen Quellengattung: Die geheimen Abhörprotokolle deutscher Wehrmachtsgeneräle in britischer Kriegsgefangenschaft. Wie schon der sehr ähnlich lautende Titel verrät, hat die hier vorliegende Edition unverkennbar ihre Anleihen an Neitzels Arbeit genommen. Bei »Verhört!« handelt es sich um die Verhörprotokolle deutscher Generäle in sowjetischer Kriegsgefangenschaft¹. Anders als in Neitzels Edition sind es also nicht geheim abgehörte Gespräche, sondern offizielle Mitschriften der Gefangenenbefragung seitens der sowjetischen Nachrichtendienste SMERSCH, NKWD und NKGB.

Die Einleitung liefert einen guten Überblick zum Forschungsstand, den Quellenbeständen und den Hauptergebnissen dieser Edition. Die Sowjets waren bei ihren Verhören nicht nur an den NS- und Kriegsverbrechen interessiert, sondern vor allem an rein militärischen und nachrichtendienstlich verwertbaren Aussagen. Daher wurden von vornherein die Gefangenen auf ihre »Nützlichkeit« überprüft. In den Verhören selbst setzten die Sowjets ihre Gefangenen unter starken psychologischen Druck, um an die gewünschten Informationen zu gelangen. Die Befragungstechnik war äußerst ausgefeilt und professionell, so dass beim Lesen der Dokumente auffällt, wie genau und letztlich auch geständig die Gefangenen ihre Aussagen machten. Wie auch die Westalliierten ließen die Sowjets bei Verbrechen die Berufung auf den Befehlsnotstand nicht gelten. Obwohl die Sowjets keine Folter anwendeten, so ist doch die hohe Todesrate der Generäle evident, die in dieser Dokumentation zu Wort kommen: Ewald von Kleist, Helmuth Weidling und Rainer Stahel starben 1954/1955 in Gefangenschaft, Rudolf Schmidt, Eberhard von Kurowski und Franz Bentivegni nur kurz nach ihrer Entlassung.

Der erste kleinere Teil der Edition umfasst die sowjetischen Protokolle der Verhöre der Angeklagten vor dem Internationalen Militärtribunal wie Hermann Göring, Wilhelm Keitel oder Alfred Jodl. Diese fanden kurz nach Kriegsende im luxemburgischen Mondorf statt. Der Großteil der Edition gibt hingegen die langjährigen Befragungen von gefangenen Wehrmachtsgenerälen in der Sowjetunion wieder: Ewald von Kleist oder Ferdinand Schörner sind in der Forschung allgemein bekannt. Aber es wurden für diese Edition auch die Verhörprotokolle von Generälen aus der zweiten Reihe ausgewählt wie Rainer Stahel (Stadtkommandant Warschau 1944) oder Helmuth Weidling (Kampfkommandant Berlin 1945). Eine Besonderheit sind die Aussagen des SS-Obergruppenführers Friedrich Jeckeln (HSSPF Russland Nord). Seine Befragungsakten gab der Nachrichtendienst sofort an die Justiz weiter, sodass



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

¹ Vgl. Sönke Neitzel, *Abgehört. Deutsche Generäle in britischer Kriegsgefangenschaft 1942–1945*, Berlin 2005.

Jeckeln nach nur einer Woche Verhandlung im Februar 1946 zu Tode verurteilt und in Riga gehängt wurde.

Die insgesamt 64 editierten Dokumente sind in sechs Bereiche gegliedert: die Verhöre in Mondorf; die Kriegführung in der ersten Hälfte des Deutsch-Sowjetischen Kriegs; die Kriegführung gegen die Sowjetunion in der zweiten Hälfte dieses Kriegs; Kriegsverbrechen und Besatzungspolitik; Judenmord und als letzter Schwerpunkt Rechtfertigungen und Zusammenarbeit. Die Aussagen erlauben einen guten Einblick in die Gedankenwelt der einzelnen gefangenen Generäle. Besonders aufschlussreich sind die positiven Bewertungen der höchsten Generalität über Hitler. So nannte Göring ihn einen »genialen Strategen« und auch Jodl bezeichnete ihn »unbestreitbar« als »Genie«. Die Aura des Diktators wirkte also noch über seinen Tod hinaus. Auch die unterschiedlichen Einschätzungen, wann für die Generäle der Krieg verloren war, dürften für weitere Forschungen anregend sein. Für die Täterforschung bieten die Rechtfertigungsstrategien neue Einblicke, da die Gefangenen von dem zeitgleichen Diskurs in Deutschland abgeschnitten waren. Eindrucksvoll und bedrückend zugleich sind hierbei vor allem die Aussagen des Massenmörders Jeckeln. Spezialisten werden in der Edition interessante Details zu einzelnen Personen finden. Beispielsweise war Schörner offenbar schon 1939 in engstem Kontakt mit Himmler.

In der Einleitung hätten man sich von den Herausgebern an manchen Stellen etwas mehr Präzision und Details gewünscht. So sind die Ausführungen zu den Todeszahlen und -umständen deutscher Gefangener in der Sowjetunion argumentativ recht dünn. Auch wird der ehemalige Oberbefehlshaber der 2. Panzerarmee, Generaloberst Rudolf Schmidt, umstandslos als Kriegsverbrecher dargestellt. Dabei sind gerade im Fall Schmidt Zweifel angebracht, denn von ihm sind auch eine Reihe mäßigender Befehle für den Krieg in der Sowjetunion überliefert. So forderte er als einer der ersten Generäle eine Aussetzung des »Kommissarbefehls«, verbot die Erschießung von Geiseln und gründete in seinem rückwärtigen Armeegebiet einen russischen Selbstverwaltungsbezirk². Letztlich sind diese Kritikpunkte aber Kleinigkeiten.

Auch wenn das Quellenmaterial nicht die ungefilterte Aussagekraft der abgehörten Wehrmachtsgeneräle in britischer Kriegsgefangenschaft hat, so ist der vorliegende Dokumentenband eine wichtige Veröffentlichung zur Geschichte der Wehrmacht im Allgemeinen und ihrer Generalität im Besonderen. Die Herausgeber haben nur sehr schwer zugängliche Akten aus russischen Archiven der Forschung zugänglich gemacht und vorzüglich aufbereitet. Das ist eine großartige Leistung!

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41496

Seite | page 2

2 Vgl. Chris Helmecke, Ein »anderer« Oberbefehlshaber? Generaloberst Rudolf Schmidt und die deutsche Besatzungsherrschaft in der Sowjetunion 1941–1943, in: Militärgeschichtliche Zeitschrift 75 (2016), S. 55–93. Auch wenn dieser Aufsatz erst nach der vorliegenden Edition veröffentlicht wurde, so waren aussagekräftige Informationen zu Schmidt bereits in der bisherigen Forschungsliteratur zu finden, v. a. bei [Christian Hartmann, Wehrmacht im Ostkrieg. Front und militärisches Hinterland 1941/42, München 2009](#).



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

Dominik Feldmann, Von Journalisten und Diplomaten. Die Entdeckung der Presse für die Außenpolitik in Preußen und Österreich 1849–1879, Berlin (Duncker & Humblot) 2016, 249 S. (Historische Forschungen, 110), ISBN 978-3-428-14828-8, EUR 89,90.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Lisa Bolz, Paris

Dominik Feldmann décrit l'histoire de la politique étrangère de la Prusse et de l'Autriche au XIX^e siècle et propose une perspective historique de la presse. L'auteur est moins préoccupé par des événements isolés (la fameuse dépêche d'Ems est mentionnée brièvement), il met plutôt l'accent sur la description dense des activités de la politique étrangère en tissant les liens avec les efforts de la politique d'influencer la presse et dresse ainsi un nouvel angle sur les échanges et confrontations internationaux. Il analyse les années entre 1849 et 1879, entre la fin de la révolution et l'achèvement de la Duplice.

À l'issue d'une synthèse sur le développement de la presse au XIX^e siècle et ses conditions techniques et légales, Feldmann décrit le début de la politique de presse active en Prusse et en Autriche avec des méthodes non-oppressives après la révolution. Il souligne le changement de priorités, de la politique de presse soi-disant négative vers une stratégie soi-disant positive et décrit l'institutionnalisation croissante de cette pratique: des mesures oppressives comme la censure et le timbre passaient au second plan, subvention du journalisme et diffusion d'information devenaient plus importants. Le but était de populariser les opinions et les propager auprès du grand public pour lutter contre des points de vue révolutionnaires. La comparaison entre la Prusse et l'Autriche met en avant que l'idée d'une politique de presse, donc d'influencer la presse de manière stratégique pour les propres propos, apparaissait à peu près au même moment et que l'organisation était centralisée dans les deux pays. Également les difficultés étaient similaires: rétrécissement financier, difficultés dans la coopération entre ministères et bureaux de presse, difficultés de communication.

Pour la période jusqu'à 1859, Feldmann décrit plusieurs tentatives d'influencer la couverture médiatique, par exemple, en ce qui concerne le positionnement des deux pays pendant la guerre de Crimée, les désaccords par rapport au Zollverein ainsi que l'engagement autrichien pendant la campagne d'Italie. S'ensuivaient quelques conflits politiques, mais sans atteindre l'ampleur de la décennie suivante.

Pour les années entre 1859 et 1866, il constate une montée de puissance de la politique de presse qui était de plus en plus subordonnée aux ministères des Affaires étrangères. Otto von Bismarck et Bernhard von Rechberg attachaient de l'importance à une politique de presse active et l'utilisaient stratégiquement pour leurs intérêts politiques, que ce soit pour renforcer leur propre position ou bien pour affaiblir l'autre. Les méthodes pour influencer les journaux étaient similaires: ils payaient les journalistes ou s'abonnaient à des journaux, ils fournissaient des informations ou bien des articles entiers. Dans le contexte de la «question allemande» (*Deutsche Frage*), la Prusse et l'Autriche poursuivaient une stratégie de presse pour expliciter le positionnement respectif par rapport à l'avenir de l'Allemagne. Ces articles provoquaient de la morosité, des dissensions régulières et des reproches mutuels entre les deux



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

pays. De plus, le terrain d'action dépassait les frontières, Feldmann souligne l'engagement de la Prusse et de l'Autriche sur les marchés de la presse française et hongroise.

Depuis la victoire de Sedan, la Prusse se prononçait différemment: Bismarck soignait la coopération avec l'Autriche-Hongrie ce qui se manifestait également dans sa politique de presse. Ses efforts diplomatiques allaient de pair avec une stratégie de presse modérée. L'achèvement de la Duplice et la reconnaissance publique de l'amitié marquaient le rapprochement des deux pays. Feldmann constate l'impossibilité de prouver le succès de l'influence de la politique de presse, mais une politique de presse aussi active montre, selon l'auteur, l'importance des journaux pour la politique étrangère.

L'auteur place les événements importants de la politique de presse dans une présentation méticuleuse et détaillée de nombreux événements de la politique étrangère de la Prusse et de l'Autriche. Il met l'accent sur l'intégration de la presse dans et sa valeur pour les stratégies politiques.

Malheureusement, de nombreuses fautes de frappe et d'orthographe l'utilisation incorrecte du subjonctif (*Konjunktiv*) et des variations dans l'écriture des noms troublent le travail d'archive approfondi et remettent en question une relecture du côté de la maison d'édition (notamment par rapport au prix élevé du livre). L'utilisation imprécise des termes techniques rendent l'analyse moins nette: le terme »Journalistik« est mal employé dans l'introduction (p. 9) en l'assimilant avec »Journalismus«, apparemment repris d'une source (p. 54). Le terme de la publicité (*Öffentlichkeit*) est utilisé de manière inflationniste et non-homogène, parfois contraire à l'idée de Jürgen Habermas qui est cité comme référence en introduction (p. 18) ce qui estompe l'analyse et le sujet très bien travaillé et fort intéressant.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41499

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Lutz Fiedler, Matzpen. Eine andere israelische Geschichte, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2017, 408 S., 15 Abb. (Schriften des Simon-Dubnow-Instituts, 25), ISBN 978-3-525-37041-4, EUR 70,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Dominique Bourel, Paris

Voici un livre extrêmement intéressant sur un parti politique qui a joué un grand rôle dans les années récentes du jeune État d'Israël. *Matzpen* signifie boussole. Le mouvement est fondé en 1962 autour d'une revue qui porta le même nom.

L'ouvrage en six chapitres allie la recherche sur la littérature produite par le mouvement avec l'histoire orale car l'auteur a mené des entretiens avec quelques grandes figures du mouvement. Parti de la dissidence du communisme et de la critique du stalinisme, les jeunes viennent d'horizons différents: certains sont des enfants de rabbins et d'autres venus de l'extrême gauche, mais tous ont été marqués dans leur famille par la Shoah. Comment fonder une nouvelle société et comment analyser le conflit judéo-arabe (avant de le résoudre)? Y-a-t-il une colonisation éclairée? Comment grandir dans un pays en guerre avec tous ses voisins et le lancinant problème palestinien avec 700 000 réfugiés en 1948?

Autour la figure d'Ury Avneri (qui vient de publier ses mémoires en deux volumes en hébreu) et son journal »Haolam Hazeh« (»Ce monde-ci«) se mènent des discussions intenses dont les journaux de l'époque se firent l'écho. Très vite, les progressistes vont rejoindre le courant du sionisme culturel et humaniste refusant l'occupation, mais aussi tentant d'inventer un nouveau Proche-Orient. La figure d'Eli Lobel (1926–1979) entre Paris, Beyrouth, Londres et Jérusalem en fut le point magnétique. On y trouve aussi Michael Warshavsky qui écrit en français et qui est le fils du grand rabbin de Strasbourg. Les rapports avec la France et l'Allemagne sont détaillés avec plusieurs mentions de Daniel Cohn-Bendit invité en 1963 au kibboutz Hazorea. Il reviendra en Israël après la guerre des six jours en 1970. Un éphémère organe, »Kahmsin. Revue des socialistes révolutionnaires du Proche-Orient« mérite d'être relu aujourd'hui (on sait que la *Khamsin* est le vent très chaud du désert) pour mesurer les espoirs. On retrouvera aussi les ouvrages d'Albert Memmi réédités ces dernières années et de Nathan Weinstock (»Le sionisme contre Israël«), très lus à l'époque. Les discussions dans les cafés branchés de Tel Aviv et de Jérusalem apportent une dimension urbaine et locale à ces problèmes et le désir de fonder une nouvelle civilisation méditerranéenne. La construction d'une utopie dans cette partie du monde paraît ancienne aujourd'hui!

C'est une véritable réélaboration de l'identité juive que voulait promouvoir ce petit groupe, assez vite dépassé sur sa gauche, dont ne subsiste aujourd'hui que quelques vétérans et beaucoup de déceptions! Après 90 numéros le journal éponyme (»Matzpen«) cesse de paraître durant l'été 1983. C'est un autre monde qui naît après la première guerre du Liban!



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Bernd Florath (Hg.), Annäherungen an Robert Havemann. Biographische Studien und Dokumente, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2016, 668 S., 67 Abb. (Analysen und Dokumente, 43), ISBN 978-3-525-35117-8, EUR 50,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Anne-Marie Corbin, Paris

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41501

Seite | page 1

Sur plus de six cents pages, le présent ouvrage propose une vingtaine d'interventions, la liste complète des publications de Robert Havemann (1910–1982) sur 53 pages, un index bien utile, une liste des abréviations. Ces analyses permettent de mieux comprendre le chemin parcouru par Havemann depuis son engagement dans les années 1930, son emprisonnement, sa libération avec l'arrivée des Soviétiques en 1945, sa prise de parti quasi inconditionnelle pour le régime de la RDA dans l'immédiat après-guerre, ses responsabilités et même sa collaboration avec la Stasi, puis après le XX^e congrès du PC soviétique, son progressif éloignement idéologique et l'escalade du conflit qui l'opposera aux dirigeants de la RDA.

On trouve également un témoignage autobiographique inédit de Havemann, non daté, mais postérieur à 1945. Il y évoque sa jeunesse, ses amours, ses lectures – en particulier la fascination qu'exerce sur lui le marxisme – et sa formation de scientifique. À l'époque nazie, il se rapproche d'opposants politiques, prend des risques dès 1933 en hébergeant Tanew, l'un de ceux qui furent accusés d'avoir incendié le Reichstag. Havemann n'est pas incarcéré à ce moment-là. Dix ans plus tard, quand la Gestapo l'arrête, Havemann se rend compte que son dossier de 1933 a disparu sans laisser de trace. On apprend aussi comment il échappe à l'intégration dans l'armée à cause de ses recherches en physique considérées comme stratégiques et comment il s'investit peu à peu dans le mouvement de résistance contre Hitler.

Incarcéré par les nazis pour sa proximité avec les idées du groupe Neu Beginnen, il est atteint de tuberculose en 1945 après plusieurs années d'emprisonnement. Il témoigne au procès de Nuremberg contre les criminels nazis, collabore avec les Alliés – même occidentaux – pour éliminer de la vie publique les nazis les plus actifs. Havemann se trouve à cette époque en adéquation avec l'occupant soviétique et devient membre du SED en 1950, s'investissant pour la socialisation de l'économie. Il collabore avec les services secrets soviétiques jusqu'au début des années 1950 où ses activités suscitent la méfiance de ses collègues. À partir de 1953, il compte pendant une dizaine d'années au nombre des collaborateurs de la Stasi qui s'intéresse aux contacts qu'il entretient avec des scientifiques à l'Ouest et aux possibilités de les retourner en faveur de l'Est. Havemann est aussi chargé de fournir des informations précises sur la fiabilité de certains collègues et d'enquêter sur ceux qui participent à des colloques.

On trouve dans cet ouvrage plusieurs articles qui donnent des clefs pour expliquer le revirement idéologique de Havemann après la construction du Mur en 1961: l'une d'elles est qu'il estime possible de pousser un peu plus loin certaines tendances de libéralisation du système. Il s'y ajoute en 1963–1964 le cycle de conférences qu'il consacre aux liens entre la science – en particulier la physique quantique – et la philosophie, au déterminisme et à la liberté de l'homme. Ceci conduit progressivement à son exclusion du SED, de la sphère



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

publique de la RDA et de l'université Humboldt en 1964. Lors de la onzième séance plénière du Comité central du SED en 1965 et de son discours final Ulbricht le range avec Stefan Heym et Wolf Biermann parmi les dangereux intellectuels qui mènent un combat politique contre la RDA. Havemann est, finalement, rayé de la Deutsche Akademie der Wissenschaften en 1966.

En 1968, les trois quarts des opposants enregistrés par la Stasi en RDA ont entre 16 et 30 ans. À cette époque, le SED compte environ 1,5 millions de membres, ce qui signifie qu'un citoyen de RDA sur huit est affilié à ce parti. Ceci n'empêche nullement la fascination qu'exercent le printemps de Prague et les idéaux de «socialisme à visage humain» sur les intellectuels et les étudiants. Le 21 août 1968, le soutien accordé par la RDA à l'URSS pour la répression de ce mouvement signe pour Robert Havemann, Rudolf Bahro, Wolf Biermann l'effondrement de leurs espoirs de démocratisation du système, sans pour autant signifier la disparition de leur foi dans l'idéal communiste.

À partir de 1976 et de ses protestations contre les mesures prises à l'encontre de Biermann et sa déchéance de nationalité, Havemann est assigné à résidence et surveillé en permanence par la Stasi qui lui interdit pratiquement toute visite de l'extérieur.

Contrairement à bien d'autres scientifiques, préoccupés également par des questions philosophiques, Havemann franchit le pas qui mène vers une critique radicale du système politique de la RDA, lui reprochant de ne pas être fidèle à l'idée communiste et de l'avoir discréditée. Entre 1964 et 1982, il se rapproche de la mouvance du Club de Rome et ajoute une composante écologique à sa critique du système, son ouvrage »Morgen« paraissant en 1980.

Pour les opposants politiques, la réflexion sur les événements de 1968 se poursuit en RDA jusque dans les années 1980: Rudolf Bahro y répond avec son ouvrage »Die Alternative«, d'autres par des textes littéraires comme Ulrich Plenzdorf (»Die neuen Leiden des jungen W.«), Volker Braun (»Die Bühne«), Christoph Hein (»Die Ritter der Tafelrunde«). C'est certainement la partie de la vie de Havemann la mieux connue, celle qui inclut son amitié avec Wolf Biermann, Jürgen Fuchs et bien d'autres opposants au régime.

Dans cet excellent ouvrage – où les lectrices et lecteurs, spécialistes ou non – trouveront des informations précieuses, il ne manque qu'une brève chronologie à laquelle se référer pour intégrer plus facilement tous les faits évoqués.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41501

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Filippo Focardi, L'Italie, alliée ou victime de l'Allemagne nazie?, Bruxelles (Les éditions de l'université de Bruxelles) 2014, 238 p. (Histoire, conflits, mondialisation), ISBN 978-2-8004-1568-0, EUR 25,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Camille Mahé, Paris

Souhaitant s'émanciper des grilles de lecture traditionnelles de la mémoire italienne de la Seconde Guerre mondiale, Filippo Focardi cherche à en renouveler l'analyse en élargissant l'horizon et en redonnant toute sa place au facteur international. En effet, selon lui, l'étanchéité persistante entre l'histoire contemporaine et les relations internationales sont regrettables car elle a limité la compréhension de la construction mémorielle. Or, l'élaboration du discours et par conséquent de la mémoire du second conflit mondial, est largement influencée par les acteurs extérieurs à la péninsule. Il dépend entre autres des choix des Alliés et du sort des autres pays européens au moment des traités de paix, ce que l'auteur entend démontrer dans l'ouvrage.

Dès l'introduction, Focardi s'inscrit dans les pas de Tony Judt, pour qui la Seconde Guerre mondiale a laissé un «héritage maudit» sur le Vieux Continent¹. Le rejet de la responsabilité du conflit sur l'Allemagne et l'exaltation du mythe de la Résistance ont en effet constitué deux piliers sur lesquels se sont appuyés les pays européens pour élaborer une mémoire déformée et partielle de leur participation au conflit. Face à cela, l'auteur cherche dans cet ouvrage à «reconstruire le parcours spécifique de l'élaboration du grand récit» (p. 5) de la guerre, plus particulièrement pour le cas de l'Italie. Il souhaite en dévoiler «les origines, les motivations, les modalités et les contenus» (p. 5). Pour ce faire, Focardi s'appuie sur des sources principalement issues du monde des médias ou des acteurs politiques et militaires d'horizons divers – tant Italiens qu'Alliés, tant d'obédience monarchiste qu'antifasciste – des années 1940. Les nombreux discours, tracts, brochures, articles de presse, mémoires, journaux intimes rendent ainsi le propos particulièrement incarné.

Focardi commence sa réflexion par une étude de la propagande alliée, à savoir américaine, britannique et russe, dans les mois qui précédèrent puis suivirent l'Armistice de septembre 1943. Il souligne que les voix à l'unisson des Alliés, dénonçant Mussolini et disculpant le peuple italien, ont créé une base argumentative sur laquelle s'est largement appuyée la nouvelle Italie «démocratique et antifasciste» (ch. 1). À l'intérieur des frontières, en parallèle, trois discours se faisaient face – celui de l'Italie fasciste de Salò, de l'Italie monarchiste de Badoglio et de l'Italie antifasciste – chacun accusant le camp adverse de trahison contre la nation (ch. 2). Cependant, les deux dernières se sont progressivement rejointes. Elles ont en effet toutes deux défendu deux grandes idées: d'une part la dissociation entre le peuple italien et le fascisme pour ôter au premier toute responsabilité dans la guerre, et d'autre part, l'invocation de la tradition du *Risorgimento* afin de le pousser à y replonger, cette fois-ci contre son ancien allié allemand (ch. 3).

La guerre finie, le gouvernement et l'ensemble de la classe politique

1 Tony Judt, *The Past Is Another Country. Myth and Memory in Postwar Europe*, dans: István Deák, Jan T. Gross, Tony Judt (dir.), *The Politics of Retribution in Europe. World War II and Its Aftermath*, Princeton, NJ 2000.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

cherchèrent activement à réhabiliter le peuple italien sur la scène internationale afin d'obtenir les conditions de paix les plus favorables. Monarchistes et antifascistes échouèrent pourtant et ne purent empêcher que les Italiens ne soient considérés comme autre chose que comme »cobelligérants« (ch. 4). L'effort de réhabilitation contribua néanmoins à la perpétuation et au renforcement des discours de la première moitié des années 1940 en favorisant la création de deux images radicalement opposées: celle d'un soldat Italien naturellement généreux, bon, victime de Mussolini et de l'Allemagne nazie, notamment lors des douloureuses batailles d'El Alamein et du Don en Russie (ch. 5 et 6). En miroir, tant les milieux politiques qu'artistiques contribuèrent à créer un »stéréotype négatif et apocalyptique d'un Allemand«, pour reprendre comme l'auteur l'expression de Jens Petersen, dont les traits, les gestes et les sons furent animalisés et déshumanisés (ch. 7).

Les deux derniers chapitres sont à bien des égards les plus stimulants, car ils intègrent des acteurs plus divers que ceux issus du milieu politique ou militaire, de même qu'ils évoquent plus clairement l'opinion publique et la réception par la société italienne des discours construits. S'il y eut quelques débats, celle-ci fut unanime pour accuser l'Allemagne et se positionner en victime, particulièrement lors des grands procès comme ceux de Nuremberg. Ils montrent ainsi à quel point cette mémoire directe et créée de toutes pièces fut largement acceptée, mais surtout influença les autres mémoires, comme celle du fascisme ou des colonies. Surtout, Forcardi rappelle ici à quel point cette mémoire est toujours vivace, de même que les silences et les oublis, notamment les crimes de guerre italiens en Yougoslavie et en Grèce. L'appel final lancé à l'Italie en citant l'Allemagne qui a su faire face à son passé révèle la force potentielle de l'histoire selon lui: celle de pouvoir rétablir la vérité, et par là même de rendre justice bien des années plus tard, car l'Italie n'a que trop peu jugé ses criminels pourtant connus.

Ainsi, cet ouvrage nous permet de mieux comprendre les ressorts de construction de la mémoire italienne du conflit, et par conséquent, la construction de sa propre identité. Le lecteur reste toutefois frustré, dans la mesure où Forcardi ne traite que d'une période très courte, sans trop développer sur les débats d'historiens et les conflits qui animèrent le monde scientifique dans les années 1960 et 1970, notamment pour la mémoire du fascisme, inévitablement liée à la mémoire du conflit. De même, si le cas de l'Italie est certes spécifique, la référence aux travaux de Tony Judt laissait à penser qu'il apporterait quelques éléments de comparaison avec d'autres pays européens. Des parallèles, même brefs, avec les discours mémoriels voisins – nous pensons notamment au cas de la France où l'image d'un pays victime de l'Allemagne nazie et le mythe résistancialiste² eurent un poids considérable – auraient contribué à stimuler un peu plus le lecteur. L'historien prend donc effectivement de la hauteur en intégrant les enjeux internationaux à son étude, mais un élargissement des perspectives au niveau international et spatial auraient renforcé un peu plus l'adhésion à l'argumentaire de l'ouvrage.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41502

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

2 Voir notamment les travaux de [Henry Rousso, Le Syndrome de Vichy. De 1944 à nos jours, Paris 21990](#); [Éric Conan, Vichy, un passé qui ne passe pas, Paris 1994](#).

Sonia A. Hirt, Zoned in the USA. The Origins and Implications of American Land-Use Regulation, Ithaca, NY (Cornell University Press) 2014, X–245 p., num. ill., ISBN 978-0-8014-7987-8, USD 24,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Phillip Wagner, Halle

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41503

Seite | page 1

Rechtliche Normen haben einen nicht zu unterschätzenden Einfluss auf die Gestalt der Stadt und das Leben ihrer Bewohner. Dennoch sind sie bisher nur selten zum Gegenstand historischer Untersuchungen geworden. Sonia Hirt hat bereits 2014 eine Studie zu diesem noch relativ unerforschten Thema vorgelegt. Sie widmet sich in ihrer Arbeit dem US-amerikanischen *zoning*. Zonenordnungen unterteilen das städtische Gebiet in bestimmte Gebiete und reservieren diese für unterschiedliche Aktivitäten. Sie definieren nicht nur die Grenzen von Gewerbegebieten, Wohnvierteln und Industriearealen; sie legen auch fest, inwieweit bestimmte Nutzungen gemischt werden dürfen; und in machen Fällen enthalten sie detaillierte Vorschriften für die Architektur des jeweiligen Gebiets. Auf diese Weise prägen diese Anordnungen sowohl die räumliche Struktur der Stadt als auch den Alltag ihrer Bewohner. Hirt geht von der Beobachtung aus, dass sich Zonierungsmodelle in den USA von denen in Europa stark unterscheiden. Während Bauzonen in europäischen Ländern grosso modo die Mischung verschiedener Nutzungen ermöglichen, dienen Zonenordnungen in den USA dazu, das Wohnen vom Arbeiten (und anderen Flächennutzungen) zu trennen, in den Wohngebieten überwiegend das Einfamilienhaus zu privilegieren und damit die Suburbanisierung voranzutreiben. Die Autorin untersucht, inwieweit sich US-amerikanisches *zoning* von europäischen Zonierungsmodellen unterscheidet und in welchem historischen Kontext sich diese Gegensätze ausgebildet haben.

Vieles an der Studie ist sehr gut gelungen. Der erste Teil des Buches zeichnet sich durch eine gelungene Rekonstruktion von US-amerikanischer Zonierungspolitik in der Gegenwart aus. Die Aufstellung von »zoning ordinances« ist eine kommunale (und keine staatliche oder bundesstaatliche) Aufgabe, die dazu dient, den privaten Bausektor zu regulieren. Überraschend ist, dass trotz der Reformdiskussionen über Mischnutzungen und der Renaissance des innerstädtischen Wohnens seit den 1980er-Jahren Zonenordnungen weiterhin überwiegend darauf zielen, aus Einfamilienhäusern bestehende suburbane Wohngebiete zu schaffen. Instruktiv ist auch der Abschnitt, in dem die Autorin unter Rückgriff auf Gesetzestexte und Sekundärliteratur verdeutlicht, wie stark sich der US-amerikanische Ansatz von Zonenbauordnungen in Großbritannien, Frankreich, Deutschland, Schweden, Russland, Japan, Australien und Kanada unterscheidet.

Auch im zweiten Teil der Studie, in dem Hirt der Frage nachgeht, warum sich das US-amerikanische Zonierungssystem anders als in Europa entwickelt hat, liest sich vieles gewinnbringend. Überzeugend argumentiert die Autorin, dass sich Zonierungskonzepte im historischen Kontext des frühen 20. Jahrhunderts entwickelten und bestimmte kulturelle Wertvorstellungen und Deutungsmuster der US-amerikanischen Gesellschaft widerspiegeln. In einer die Rechts-, Stadtplanungs- und Kulturgeschichte verbindenden Perspektive wird untersucht, wie progressivistische Stadt- und Sozialreformer,



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

beispielsweise die Protagonisten des New York City Board of Estimate and Appointment, das bereits im 19. Jahrhundert entwickelte deutsche Modell der Zonenbauordnung rezipierten und es in spezifisch US-amerikanische Diskurse einpassten. Aufgrund der Skepsis gegenüber korrupt angesehenen Parteien und gegenüber einer starken staatlichen Regierung drängten die Reformer darauf, Zonierungsbefugnisse auf kommunaler Ebene zu verstärken. Um ihr Modell in der Öffentlichkeit attraktiv zu machen, argumentierten diese Akteure, dass Zonierungen nicht (wie in Europa) eine Einschränkung von Privateigentum bedeuteten, sondern wirkungsvolle Instrumente zum Schutz des Wohnbesitzes vor Wertverfall darstellten. Aufgrund der vorherrschenden Vorstellung von Familiarität, nach der nur in Einfamilienhäusern Familienwerte gelebt und Kinder groß gezogen werden können, versteiften sich die Parteigänger des *zoning* darauf, den Bau von freistehenden Häusern zu unterstützen. Aus diesem Grund maßten die Reformer der rechtlichen und terminologischen Grenzziehung zwischen dem Bautyp des Einfamilienhauses und anderen Gebäudeformen große Wichtigkeit zu. Eindrücklich stellt Hirt dar, dass die Sozialreformer Eigentümerinteressen und vermeintliche Familienwerte auch dadurch zu schützen versuchten, indem sie als unerwünscht wahrgenommenen Einwanderern, Afroamerikanern und der Arbeiterklasse durch Zonenordnungen den Zugang zu bestimmten Wohnvierteln versperrten.

Trotz der überzeugenden Darstellung hätten im zweiten Teil des Buches einige Aspekte anders nuanciert werden können. Zuerst fällt auf, dass die Autorin einige Gegner der Segregierung von Wohngebieten nicht als solche identifiziert. Hirt erweckt beispielsweise auf S. 125, 159, 160 und 177 den Anschein, dass Clarence Stein und andere Unterstützer von Gartenstadt und Nachbarschaftseinheit die Errichtung von Einzelhäusern in abgetrennten Wohngebieten propagierten. Dass auch diese Planer freistehende Häuser favorisierten, ist zweifellos richtig. Dennoch setzten sie sich ebenfalls dafür ein, Wohngebiete mit Geschäftszonen, Gemeinschaftsräumen, Schulen sowie Sport- und Freizeitanlagen zu verschalten. Ebenfalls waren diese Akteure Gegner einer Suburbanisierung, wie sie die Befürworter des *zoning* vorantrieben.

Auch die Kritik an einer rigiden Segregierung von Wohngebieten nach 1945 bleibt etwas blass. Hirt erwähnt die unterschiedlichen Argumente gegen das klassische Zonierungsmodell, die unter anderem von Jane Jacobs hervorgebracht wurden, aber verzichtet auf eine historische Einordnung dieser Stimmen (S. 46–49). Es wäre zu fragen gewesen, in welchem Bezug diese Kritik zum Wandel der US-amerikanischen Gesellschaft in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts stand. Warum veränderte sich das Leitbild der Zonierung trotz dieser Kritik nur in geringem Ausmaß? Diskutieren ließe sich hier, inwieweit die Kontinuität des *zoning* einen Kontrapunkt zu Daniel Rodgers' These darstellt, dass sich die in der Ära des Progressivismus und des New Deals geprägten sozialpolitischen Normen ab den 1970er-Jahren sukzessive auflösten¹.

Schließlich hätte auch der Aspekt der Sprache noch mehr Aufmerksamkeit verdient gehabt. Mit zahlreichen Zitaten verdeutlicht die Autorin beispielsweise die biologistische Rhetorik der Stadtplaner, die Apartmenthäuser als »Parasiten« und »Infektionen« der Stadt verurteilten und Einzelhäuser als »natürliches« Habitat der Familie idealisierten (S. 165, 172, 176). Woher kamen diese Metaphern, Topoi und Begriffe und woher kam das Wissen, das sich hinter den Schlagwörtern verbarg? Welche Verbindungen

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41503

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

1 Daniel T. Rodgers, *Age of Fracture*, Cambridge, MA 2012.

gab es beispielsweise zwischen den Befürwortern von Zonierung und der ähnlich biologistisch argumentierenden eugenischen Bewegung? Warum glaubten die Planer mit dieser Rhetorik auf Anklang in der Öffentlichkeit zu stoßen?

Diese Nachfragen sollen nicht den Wert der Arbeit schmälern. Sie verdeutlichen vielmehr, dass Zonierungsmodelle noch lange nicht ausgeforscht sind. Sonia Hirt hat eine stringent und überzeugend argumentierende Studie über den Exzeptionalismus des US-amerikanischen *zoning* vorgelegt, der es zu wünschen ist, dass sie viele Historiker und Historikerinnen mit dem Phänomen der Zonenordnungen vertraut macht und weitere stadt-, rechts- und kulturgeschichtliche Studien inspiriert.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41503

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Peter Huber, Fluchtpunkt Fremdenlegion. Schweizer im Indochina- und im Algerienkrieg, 1945–1962, Zürich (Chronos) 2016, 317 S., 57 s/w Abb., ISBN 978-3-0340-1352-9, CHF 48,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Lucas Hardt, Berlin

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41504

Seite | page 1

Bis heute kursieren über die französische Fremdenlegion zahlreiche Mythen, Helden- und Horrorgeschichten. Nur wenige Militäreinheiten wurden derart verteufelt und zugleich bewundert. Vor allem in den Nachbarstaaten Frankreichs sorgte es für heftige Kritik, dass die französische Armee seit 1830 junge Männer jeglicher Nationalität für den Kampfeinsatz anwarb. Zugleich verlieh die Möglichkeit, als anonymes Mitglied einer vor allem in Übersee eingesetzten Truppe, ein neues Leben zu beginnen, der Fremdenlegion stets auch eine Aura von Abenteuer und Exotik. Dies spiegelte sich in verschiedenen Ländern vor allem während der beiden Jahrzehnte nach dem Zweiten Weltkrieg in einer umfassenden Produktion von Erinnerungsberichten, Romanen, Liedern und Filmen wider. Dies war auch in der Schweiz der Fall. Nun hat der Historiker Peter Huber erstmals eine umfassende Untersuchung über die zwischen 1945 und 1962 in der Fremdenlegion dienenden Schweizer vorgelegt. Seine als Kollektivbiographie angelegte Studie stützt sich vor allem auf personenbezogene Ermittlungsakten der Schweizer Militärjustiz, die den Kriegsdienst in einem anderen Land unter Strafe stellte. Anhand von 424 der für diesen Zeitraum insgesamt registrierten 2120 Schweizer Legionäre werden neben der sozialen Struktur dieser Personengruppe auch die Gründe für ihren Eintritt in die Legion sowie Erfahrungen während und nach den jeweiligen Kriegseinsätzen untersucht.

Im ersten Teil des Buches arbeitet Huber zunächst heraus, dass sich die Befunde von Eckard Michels über das soziale Profil der (sehr viel zahlreicheren) deutschen Fremdenlegionäre während des gleichen Zeitraums¹ weitgehend mit denen ihrer Schweizer Kameraden decken: Ein hoher Anteil (56%) von ihnen war vorbestraft. Die große Mehrheit (70%) stammte aus Arbeiter- oder Handwerkerfamilien und fast jeder Dritte (29%) war ohne Berufsausbildung. Der dadurch vermittelte Eindruck eines Kollektivs, das vor allem aus »Ausgestossenen«, »Entrechteten« und »administrativ versorgten« bestand (S. 195), wird dadurch abgerundet, dass über die Hälfte von ihnen Waisen- oder Scheidungskinder waren bzw. aus einem Umfeld kamen, das von »häuslicher Gewalt« geprägt war (S. 38–49).

Im zweiten Teil geht der Autor der Frage nach, welcher Grund für die 424 Schweizer letztendlich ausschlaggebend war, um den Dienst in der Legion anzutreten. Durchaus in dem Bewusstsein, sich damit »auf dünnem Eis« zu bewegen (S. 77) schält Huber neun zentrale Faktoren heraus, die das Verlierer-Image der meisten Legionäre erneut bestätigen. Demnach versuchte die größte Gruppe (23%) vor allem einem gegen sie laufenden Strafverfahren in der Schweiz zu entgehen. Als weitere Faktoren werden Beziehungsprobleme, soziale Vereinsamung, Isolation auf dem Arbeitsmarkt, Streit und Gewalt im Elternhaus und Flucht vor Schulden genannt. Demgegenüber hätten bei lediglich 18% positive Beweggründe wie die Suche nach Abenteuer und Exotik oder Freude am Militär den entscheidenden Ausschlag gegeben.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

¹ [Eckard Michels, Deutsche in der Fremdenlegion 1870–1965, Paderborn 1999, \(Krieg in der Geschichte \[KriG\], 2\).](#)

Diese Befunde sind für die Statistik korrekt herausgearbeitet und an Einzelbeispielen gut illustriert. Leider wird jedoch nicht erörtert, inwiefern die in den Quellen geschilderten Motivlagen von dem Anliegen der Betroffenen beeinflusst sein könnten, sich gegenüber der Schweizer Justiz in einem gegen sie laufenden Verfahren als Opfer zu inszenieren.

Nach einem kurzen Kapitel über Schweizer, die auf dem Weg in die Legion scheiterten oder es sich kurz vor dem Eintritt anders überlegten, wendet sich Huber den Erfahrungen seiner Akteure während des Indochina- und des Algerienkrieges zu. An dieser Stelle wird der Leserschaft eindrucksvoll vor Augen geführt, in welchem Ausmaß Disziplinierung und Gewalterfahrungen das Leben in der Fremdenlegion prägten. Die Legionäre erscheinen hier nicht nur als Täter, die sich an Kriegsverbrechen wie Folter, willkürlichen Erschießungen und Vergewaltigungen beteiligten. Zu lesen sind auch Berichte über Ängste in Kampfsituationen und Gefangenschaft. Im Zuge von Disziplinarmaßnahmen wurden einige auch selbst zu Opfern regelrechter Folter durch ihre Vorgesetzten. So wird verständlich, dass 18% der Legionäre versuchten, während ihrer Dienstzeit zu fliehen.

Der letzte Teil der Studie befasst sich mit den Schweizern, die den Dienst in der Legion überlebten. Dabei zeigt Huber, dass der Abschied von der Schweiz in der Regel nur temporär war, da 81% der Fremdenlegionäre nach ihrer meist fünf Jahre dauernden Dienstzeit wieder in ihr Herkunftsland zurückkehrten. Dort hatten sie zwar häufig wenige Monate Haft zu verbüßen oder erhielten eine Bewährungsstrafe wegen »Schwächung der Wehrkraft«. In der Folge gelang es aber vielen einen »Neuanfang« zu machen. Dagegen entschieden sich nur 14% nach ihrer Dienstzeit dafür, die Möglichkeiten einer Arbeitserlaubnis oder gar einer Einbürgerung in Frankreich zu nutzen.

Dank seiner ebenso aufwändigen wie akribischen Auswertung eines enormen Quellenkorpus gelingt es Huber, die Schweizer Fremdenlegionäre aus dem Reich der Mythen zu holen. Er stellt die Geschichte dieses Kollektivs differenziert dar und versteht es gleichzeitig sehr gut, sie zu veranschaulichen. Seinem Anliegen »Zahlen ein Gesicht [zu] geben« (S. 29) tragen die abschließenden 38 Darstellungen von Einzelschicksalen vollends Rechnung, die fast ein Drittel des gesamten Buchs ausmachen. Das Ziel, auch ein »neues Licht auf die Schweizer Nachkriegsgesellschaft mit ihren Verlierern« zu werfen, (S. 20) wird jedoch nur teilweise erreicht. Die Auswahl der hier analysierten 424 Akteure wurde nach Fünferschritten auf einer alphabetisch geordneten Liste aller 2120 Fälle durchgeführt, ohne den Zeitrahmen ihrer jeweiligen Dienstzeit zu beachten. Da die Anzahl der Schweizer in der Fremdenlegion während des Untersuchungszeitraums 1945–1962 extrem unausgewogen war (S. 18), muss dies zu statistischen Verzerrungen führen². Ferner wird die soziale und wirtschaftliche Entwicklung in der Schweiz während des Untersuchungszeitraums kaum thematisiert. Sie tritt in der Analyse als kollektiv wirkender Antriebsfaktor auf die hier explizit auch als Migranten begriffenen Akteure der Studie (S. 20) gegenüber deren individuellen Motivlagen völlig in den Hintergrund. Dessen ungeachtet, lässt sich das Buch von Peter Huber auch als Beitrag für die Erforschung der französischen Kolonialkriege nach 1945 in transnationaler Perspektive gut lesen und stellt viele Vorzüge einer Militärgeschichte »von unten« heraus.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41504

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand

2 Um dies zu vermeiden, hätte etwa das methodische Vorgehen des Soziologen Heinrich L. Nieder als Anregung dienen können. Vgl. Heinrich L. Nieder, *Die französische Fremdenlegion – Légion étrangère – und die Auswirkungen ihrer Anziehungskraft auf Deutsche*, Inauguraldissertation 1962, S. 113.



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

David Jünger, Jahre der Ungewissheit. Emigrationspläne deutscher Juden 1933–1938, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2016, 440 S., 1 Abb. (Schriften des Simon-Dubnow-Instituts, 24), ISBN 978-3-525-37039-1, EUR 70,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Dominique Bourel, Paris

Cet ouvrage traite d'une question controversée: pour quoi les juifs allemands ne sont-ils pas partis l'année 1933 pourtant riche en décrets antisémites, humiliations, et mesures discriminatoires: l'autodafé des livres et le boycott n'étant que les plus connues et apparentes.

Par une enquête méticuleuse l'auteur (un des jeunes et excellents représentants de la nouvelle génération des historiens des juifs en Allemagne) déplie devant nous les dossiers administratifs, politiques et psychologiques qui interfèrent dans cette histoire. Trois parties structurent ce livre: l'ombre de la république de Weimar (1933/1934), entre espoirs et doutes (1935/1936) et décisions (1937/1938). L'une des particularités de cette enquête est de faire dialoguer les textes législatifs et les souvenirs classiques de ce temps (notamment ceux de Viktor Klemperer, Willy Cohn, Hertha Nathorff et Walter Tausk). Il cite aussi souvent d'autres sources inédites, déposées au Leo Baeck Institute à New York, pour arriver à un tableau précis montrant la longue hésitation, les atermoiements de ces juifs allemands; ils se cachent la réalité, leur optimisme les aveugle alors que les difficultés techniques s'amoncellent. Le 30 janvier 1933 n'est en rien une date charnière pour les juifs allemands de l'époque. Rappelons quand même qu'en 1928 le NSDAP ne représente que 2,6% des suffrages. Une solution, le transfert de fonds (la *Haavara*), sera trouvée afin de pouvoir faire passer des richesses en Palestine. Il s'agissait d'un «pacte avec le diable» mais qui joua un rôle essentiel dans l'intégration des juifs allemands dans la Palestine mandataire où l'on ne rentrait qu'au compte-goutte.

L'un des points les plus originaux de l'ouvrage est la lecture sans concession des positions sionistes qui envisagent souvent un départ (momentané) de l'Allemagne mais plutôt ailleurs qu'en Palestine. Les points de vue des sionistes et des libéraux vont toutefois se rapprocher vers la fin de 1935 alors qu'il n'y a toujours aucune instance regroupant tous les courants du judaïsme allemand! 1936 et les Jeux olympiques à Berlin masqueront à beaucoup l'étendue de la répression. C'est donc en 1937 que se joue le grand tournant: les départs s'accroissent, les endroits où se préparent les départs se remplissent. En 1938, 40 000 juifs quittent l'Allemagne; ils seront 80 000 l'année d'après. Très impressionnante est toutefois la volonté de préserver jusqu'au bout une véritable culture juive allemande en Allemagne à n'importe quel prix. 150 000 juifs quitteront l'Allemagne entre 1933 et le 9 novembre 1938. C'est l'année où l'on passe de l'*Entrechtung* à la *Vertreibung*.

L'une des preuves les plus éclatantes de l'importance de ce livre très informé et de lecture fascinante est sa réédition quasi immédiate! Il sera une contribution incontournable de l'histoire des juifs dans l'Allemagne du XX^e siècle.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

David I. Kertzer, Der erste Stellvertreter. Pius XI. und der geheime Pakt mit dem Faschismus, Stuttgart (Konrad Theiss Verlag) 2016, 607 S., 30 s/w Abb., ISBN 978-3-8062-3382-7, EUR 38,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Andreas Burtscheidt, München

Ein Jahr nach dem englischen Originaltitel erschien 2016 David I. Kertzers Buch über Papst Pius XI. (1922–1939) in deutscher Übersetzung unter dem sicher bewusst gewählten Titel: »Der erste Stellvertreter. Pius XI. und der geheime Pakt mit dem Faschismus«. Damit knüpft die ereignisreich in Szene gesetzte deutsche Veröffentlichung an die Tradition des Theaterstücks von Rolf Hochhuth an, in dessen Mittelpunkt ja bekanntermaßen der Nachfolger Papst Pius XI. steht, der im Angesicht des Holocausts einfach geschwiegen habe.

Liest man die bislang erschienenen Rezensionen zu dieser mit dem Pulitzer-Preis ausgezeichneten Studie, dann wird oftmals an Superlativen kaum gespart: »Ein neuer Maßstab für das Studium des Papsttums« urteilte die »Sunday Times«, »Fesselnd [...] der wahre Da Vinci Code – aber akribisch dokumentiert« meinte der »San Francisco Chronicle« und selbst der renommierte Münsteraner Kirchenhistoriker Hubert Wolf kommt zu dem Ergebnis: »Nach der Lektüre von David Kertzers exzellent geschriebenem Buch wird man das Geschichtsbild revidieren müssen. Pius XI. war – folgt man Kertzer – der erste Stellvertreter, der den Faschismus und damit vielleicht auch den Nationalsozialismus überhaupt erst möglich machte. Aus der einstigen Lichtgestalt wird ein, wenn auch tragischer, Dunkelmann. [...] Wer sich mit der Geschichte des 20. Jahrhunderts beschäftigt, kommt an diesem Buch nicht vorbei.«

Sicher ist es höchst verdienstvoll, den Blick einmal wegzulenken von der Figur Papst Pius XII. (1939–1958), der mit seinem 19-jährigen Pontifikat viel zu lange fast allein im Zentrum aller Spekulationen und Forschungskontroversen in der Papst-, Kirchen- und Zeitgeschichtsforschung seit den frühen sechziger Jahren stand. Statt alles auf den Pacelli-Papst und seinen angeblichen moralischen Totalausfall im Angesicht der dunkelsten Stunde der Menschheit zu fokussieren, muss es ein wichtiger und wesentlicher Baustein der Geschichtsforschung sein, viel früher anzusetzen und vor allem den Pontifikat seines Vorgängers in den Blick zu nehmen. Gehindert wurden Generationen von Forschern an der bislang immer eisern eingehaltenen Praxis des Vatikans, die Quellen eines Pontifikates erst 70 Jahre nach dem Tod eines Papstes komplett für dessen gesamten Pontifikat freizugeben. Im Falle des im Februar 1939 gestorbenen Pius XI. wäre dies erst 2009 der Fall gewesen. Einige Quellen wurden aber wenige Jahre vorher bereits freigegeben. Und die Pontifikatsjahre des Lombarden Achille Ratti waren politisch die bis dahin stürmischsten in der jüngeren Papstgeschichte, betraten doch in den Jahren 1922 bis 1939 nacheinander u. a. Stalin, Mussolini und Hitler die Bühne der Weltpolitik.

Doch ein wenig zu übermotiviert erscheinen einige der Hymnen auf den US-amerikanischen Soziologen und Anthropologen Kertzer schon, denn viele seiner Thesen und zweifelsfrei ansprechend und spannend dargebotenen Skizzierungen erscheinen bei Lichte betrachtet gar nicht so neu und geben



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

erst recht nicht den Anlass, jetzt ganz neue (wohl aber weiterführende) wissenschaftliche Diskussionen über die katholische Kirche und den Faschismus auszulösen.

Seine Grundthese, Papst Pius XI. habe dem italienischen Faschismus den Weg geebnet und sei über weite Strecken ein Verbündeter Benito Mussolinis gewesen, vertieft Kertzer auf gut 600 Seiten in 29 Kapiteln, die einen Endnotenapparat von etwa einem Drittel des Buches inkludieren. Für seine Studie hatte er seit 1998 in den vatikanischen Archiven und seit 2006 auch in der römischen Zentrale der Jesuiten nach dem Verhältnis zwischen Papst Pius XI. und Mussolini geforscht, mit dem Ergebnis, dass deren gemeinsame Ablehnung von Demokratie, Parlamentarismus und Religionsfreiheit die wesentlichen verbindenden Parameter waren, sah Papst Pius XI. die römisch-katholische Kirche doch höchst selbst als eine wahrhaft totalitäre Organisation an.

Nun verrät ein vertiefter Blick in die bis heute stark angewachsene und nicht gerade geringe Forschungsliteratur, dass dies den fachkundigen Leser nicht sonderlich erschüttern dürfte, wenngleich es Kertzer brillant versteht, in die Epoche der Zwischenkriegszeit einzutauchen und die beiden im Grunde doch so unterschiedlichen Gestalten von Papst und Duce gekonnt ins rechte Licht zu setzen. Allein (aber nicht nur) im deutschsprachigen Raum sind in den letzten 15 Jahren doch allerlei neue Studien entstanden, die aber leider kaum von ihm berücksichtigt wurden, was oftmals aber auch darauf zurückzuführen ist, dass diese (noch) nicht ins englische übertragen worden sind.

So zeichnet Kertzer die beiden Protagonisten lebendig und mit vielen Anekdoten unterfüttert mit ihren je eigenen, unverkennbaren Laibles nach: den impulsiven Ratti-Papst, der die Wissenschaft, die Bücher und in jungen Jahren die Berge liebte und den machthungrigen Emporkömmling Mussolini, der im Unterschied zur vatikanischen Kamarilla um den Pontifex stets nach neuen Frauenabenteuern gierte. Beide Männer nahmen 1922 ihre jeweiligen Machtpositionen ein – der eine auf der rechten, der andere auf der linken Seite des Tibers. Und beide waren von Beginn an aufeinander angewiesen. Der Papst, der sich bis zur Lösung der »Römischen Frage« 1929 als »Gefangener im Vatikan« ansah, weil ihm die Nationalstaatsgründung Italiens 1870 den Kirchenstaat geraubt hatte und er keinerlei außenpolitische Souveränität mehr besaß und der Duce, der ohne die Anerkennung des fast vollständig katholischen Italiens, die ihm nur ein auskömmliches Miteinander mit dem Papst und der Kurie gewährleisten würde, seine Machtbasis nie hätte festigen können.

Gewiss reichen die ausgiebigen Schilderungen, vielfach bereits vorhandene Denkmuster zu den beiden letzten Pius-Päpsten zu bestätigen, teilweise bewegen sich diese aber auch auf einem gewissen »Sex and Crime«-Niveau, das durch zahlreiche Zitate aus den faschistischen Spitzelberichten der von Mussolini in den Vatikan eingeschleusten Spione dazu noch anekdotenreich illustriert wird. Ohne Zweifel ist Kertzers gut lesbare Studie international heranzuziehen bei künftigen weiteren Forschungen, doch die erste große wissenschaftliche Biografie über Papst Pius XI., im Lichte aller zugänglichen Quellen sowie Haupt- und Nebenüberlieferungsstränge, die ein dringendes Desiderat ist, steht zweifelsfrei noch aus. Seine Grundthese, Papst Pius XI. habe dem italienischen Faschismus den Weg geebnet und sei über weite Strecken ein Verbündeter Benito Mussolinis gewesen, vertieft Kertzer auf gut 600 Seiten in 29 Kapiteln, die einen Endnotenapparat von etwa einem Drittel des Buches inkludieren. Für seine Studie hatte er seit 1998 in den vatikanischen Archiven und seit 2006 auch in der römischen Zentrale der Jesuiten nach dem Verhältnis zwischen Papst Pius XI. und Mussolini geforscht,

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41509

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

mit dem Ergebnis, dass deren gemeinsame Ablehnung von Demokratie, Parlamentarismus und Religionsfreiheit die wesentlichen verbindenden Parameter waren, sah Papst Pius XI. die römisch-katholische Kirche doch höchst selbst als eine wahrhaft totalitäre Organisation an.

Nun verrät ein vertiefter Blick in die bis heute stark angewachsene und nicht gerade geringe Forschungsliteratur, dass dies den fachkundigen Leser nicht sonderlich erschüttern dürfte, wenngleich es Kertzer brillant versteht, in die Epoche der Zwischenkriegszeit einzutauchen und die beiden im Grunde doch so unterschiedlichen Gestalten von Papst und Duce gekonnt ins rechte Licht zu setzen. Allein (aber nicht nur) im deutschsprachigen Raum sind in den letzten 15 Jahren doch allerlei neue Studien entstanden, die aber leider kaum von ihm berücksichtigt wurden, was oftmals aber auch darauf zurückzuführen ist, dass diese (noch) nicht ins englische übertragen worden sind.

So zeichnet Kertzer die beiden Protagonisten lebendig und mit vielen Anekdoten unterfüttert mit ihren je eigenen, unverkennbaren Laibles nach: den impulsiven Ratti-Papst, der die Wissenschaft, die Bücher und in jungen Jahren die Berge liebte und den machthungrigen Emporkömmling Mussolini, der im Unterschied zur vatikanischen Kamarilla um den Pontifex stets nach neuen Frauenabenteuern gierte. Beide Männer nahmen 1922 ihre jeweiligen Machtpositionen ein – der eine auf der rechten, der andere auf der linken Seite des Tibers. Und beide waren von Beginn an aufeinander angewiesen. Der Papst, der sich bis zur Lösung der »Römischen Frage« 1929 als »Gefangener im Vatikan« ansah, weil ihm die Nationalstaatsgründung Italiens 1870 den Kirchenstaat geraubt hatte und er keinerlei außenpolitische Souveränität mehr besaß und der Duce, der ohne die Anerkennung des fast vollständig katholischen Italiens, die ihm nur ein auskömmliches Miteinander mit dem Papst und der Kurie gewährleisten würde, seine Machtbasis nie hätte festigen können.

Gewiss reichen die ausgiebigen Schilderungen, vielfach bereits vorhandene Denkmuster zu den beiden letzten Pius-Päpsten zu bestätigen, teilweise bewegen sich diese aber auch auf einem gewissen »Sex and Crime«-Niveau, das durch zahlreiche Zitate aus den faschistischen Spitzelberichten der von Mussolini in den Vatikan eingeschleusten Spione dazu noch anekdotenreich illustriert wird. Ohne Zweifel ist Kertzers gut lesbare Studie international heranzuziehen bei künftigen weiteren Forschungen, doch die erste große wissenschaftliche Biografie über Papst Pius XI., im Lichte aller zugänglichen Quellen sowie Haupt- und Nebenüberlieferungsstränge, die ein dringendes Desiderat ist, steht zweifelsfrei noch aus.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41509

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Dieter Krüger, Hans Speidel und Ernst Jünger. Freundschaft und Geschichtspolitik im Zeichen der Weltkriege, Paderborn, München, Wien, Zürich (Ferdinand Schöningh) 2016, VIII–377 S., 29 s/w Abb., ISBN 978-3-506-78567-1, EUR 39,90.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41510

Seite | page 1

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Gilbert Merlio, Paris

Ce livre est l'histoire très méticuleusement documentée de l'amitié de deux personnalités au destin exceptionnel, appartenant à la même génération «bourgeoise de culture», Wilhelm Jünger, un intellectuel-soldat, l'autre (Ernst Jünger 1895–1998, Hans Speidel 1897–1984), issus tous deux de la soldat-intellectuel, le premier guerrier héroïque de la Première Guerre mondiale, puis écrivain, auteur de livres esthétisant la guerre, idéologue fasciste sous Weimar, puis converti à une sorte d'humanisme aristocratique qui l'éloigne du national-socialisme; l'autre officier de carrière, critique à l'égard de la république de Weimar, puis mal à l'aise dans une armée nazie dans laquelle il poursuit néanmoins brillamment sa carrière jusqu'au grade de général, intéressé parallèlement par les lettres et l'histoire (il soutient en 1925 une thèse sur l'histoire de la Prusse). Ces deux occupants nationalistes mais non nazis, en outre francophiles, se rencontrent au Ritz à Paris en 1941, à l'état-major du Militärbefehlshaber in Frankreich, Otto von Stülpnagel, dont Speidel est le chef, et se lient d'amitié. Sans en faire activement partie, ils seront proches de la conjuration du 20 juillet 1944.

Toutefois, c'est moins sur la biographie croisée des deux hommes qu'est centré le livre de Krüger, collaborateur du Centre d'histoire militaire et de sciences sociales de la Bundeswehr de Potsdam, que sur la façon dont ces deux personnalités se sont efforcées d'accréditer après guerre une interprétation de la «catastrophe allemande» qui minorait la responsabilité de la «bourgeoisie de culture» et de la Wehrmacht, et disculpait par là même leur propre passé. Avec beaucoup d'autres, ils ont pu ainsi intégrer l'élite administrative et intellectuelle de l'Allemagne adenauerienne et peser dans un sens conservateur sur son orientation idéologico-politique. Outre la richesse et la précision de son information, l'étude de Krüger, dont le sous-titre évoque cette «politique mémorielle», a pour mérite de pratiquer une critique sans complaisance mais compréhensive, ni hagiographique, ni accusatrice. Elle montre comment ces hommes ont essayé de présenter un passé compatible avec le présent et, malgré leurs réserves à l'égard de la démocratie libérale et leur tendance restauratrice, ont participé à ce que Heinrich August Winkler a appelé «le long chemin vers l'ouest» de l'Allemagne.

Le livre commence par le rappel du passé, les «vies parallèles» entre 1914 et 1941. Puis vient la rencontre et la formation en 1941, après l'invasion de la Russie soviétique, d'un «cercle Georges», ainsi appelé parce qu'il se réunit à l'hôtel Georges V où logeait Speidel. Dans son journal, Jünger qualifie ce cercle d'amis de «chevalerie intellectuelle au sein du Léviathan»! Après les «Falaises de marbre» (1939), encore marquées par un certain goût de la violence, Jünger, qui avait revêtu de nouveau sans déplaisir l'uniforme en 1940 (Krüger assène: «Il aimait la guerre», ce qui n'est pas faux), se dépouille de son habit d'existentialiste héroïque pour revêtir définitivement celui d'aristocrate de l'esprit, conservateur et pacifique. Krüger intitule ce chapitre qui concerne la période de la guerre «Gratwanderung zwischen Anpassung und Widerstand»



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

(«Sur la ligne de crête entre adaptation et résistance»).

Le coup d'État du 20 juillet 1944 (largement réussi à Paris!) sera pour eux l'événement qui, malgré son échec (et les réticences d'un Jünger), sauve l'honneur de la Wehrmacht. Jünger et Speidel s'épaulent pour accréditer après-guerre, face à un Hitler diabolisé et désigné comme seul responsable, le mythe d'une Wehrmacht «propre» et pour souligner du même coup leur propre inconfort au sein de la dictature. Dans «Héliopolis» (1949), Jünger met en scène comme déjà dans les «Falaises de marbre» une figure de soldat exemplaire dont le royaume est menacé par des forces barbares. Une bonne partie de son œuvre, pertinemment analysée dans l'ouvrage, témoigne d'ailleurs, notamment dans l'épuration des parties «datées» – c'est-à-dire idéologiquement suspectes – des anciennes éditions, de l'effort de l'auteur pour s'adapter tant bien que mal à la nouvelle donne. De son côté, Speidel, qui envisage dans l'immédiat après guerre une carrière universitaire, publie, également en 1949, avec une préface de Jünger, une histoire du «Débarquement de 1944: Rommel et la campagne de Normandie»¹, dans laquelle le prestigieux maréchal est promu au rang de principal opposant à Hitler!

Plus que ces «ponts narratifs», c'est toutefois la guerre froide qui va permettre aux deux amis de se remettre en selle. Ils deviennent maintenant tous deux des républicains et européens de raison. Il est clair que le totalitarisme et la barbarie se trouvent maintenant à l'Est (nouvelle mouture du despotisme asiatique!), ce qui épargne toute schizophrénie (tout en justifiant après coup le combat antibolchevique de l'Allemagne hitlérienne!). Tous deux prennent leurs distances vis-à-vis des «éternels passésistes» nazis – même si Speidel s'emploie d'autre part à soulager le sort d'anciens généraux comme von Manstein condamnés pour compromission avec le national-socialisme. Jünger restera un écrivain controversé, notamment par la gauche universitaire allemande, mais il sera bientôt accepté et reconnu par l'establishment ouest-allemand qui, malgré les contestations, lui décernera distinctions et prix (avant que son œuvre n'entre pour finir, à juste titre, au panthéon de la littérature allemande du XX^e siècle). Quant à Speidel, il sera appelé par Adenauer à participer à la fondation de la Bundeswehr (1955) dans le cadre de l'OTAN. Le chancelier misait sur les compétences du brillant officier, qui par ailleurs bénéficiait de l'appui de Theodor Heuss, président de la République. Le général francophile est notamment chargé des difficiles négociations avec la France. La carrière militaire de Speidel trouvera son couronnement en 1957 dans sa nomination comme commandant en chef des forces de l'OTAN en Centre-Europe. Cette nomination provoquera de violentes protestations des communistes, notamment français. Speidel restera dans ce poste jusqu'à sa retraite en 1963, une retraite réclamée par De Gaulle qui ne faisait pas confiance à ce général allemand!

Mais le livre de Krüger met une autre face assez inconnue de l'activité de Speidel en lumière: celle d'intellectuel ou précisément d'historien. Speidel a fait partie, avec notamment Gerhard Ritter, des promoteurs de l'Institut d'histoire contemporaine dont il est longtemps resté l'un des membres du conseil scientifique. Créé d'abord en 1949 en vue «d'étudier la politique national-socialiste», le futur Institut für Zeitgeschichte à Munich prendra son nom définitif et étendra son champ de recherche aux suites du national-socialisme au début des années 1950.

Les biographies parallèles des deux hommes sont emblématiques du devenir de la «bourgeoisie de culture» allemande au XX^e siècle. Elles nous

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41510

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

1 Hans Speidel, Invasion 1944. Ein Beitrag zu Rommels und des Reiches Schicksal, Tübingen, Stuttgart 1949.

replongent notamment dans les débats idéologiques et politiques qui ont marqué l'histoire d'une jeune République fédérale cherchant sa voie entre, d'une part, une certaine fidélité à l'Allemagne d'avant 1933, c'est-à-dire à une Allemagne majoritairement national-libérale, voire national-conservatrice, et dont le peuple et les dirigeants, tout en engageant un travail critique sur le passé récent, renâclent encore à l'examen de leur propre responsabilité, et, d'autre part, une Allemagne pleinement convertie à la démocratie de type occidental mais confrontée à de nouveaux défis notamment géopolitiques. On lira donc avec intérêt les chapitres consacrés à la difficile conciliation de la tradition (prussienne) et des nouvelles valeurs citoyennes au sein de la naissante Bundeswehr, la relation des débats (notamment entre Hans Speidel et Karl Jaspers) concernant l'armement et la stratégie nucléaires face au danger soviétique, les controverses au sein même de l'IfZ sur les tribunaux de la Wehrmacht (début d'une remise en cause de l'appareil d'État et des différentes administrations sous le III^e Reich), etc.

Ce livre très riche de Dieter Krüger se termine sur une bibliographie nourrie et sur un index des noms. Un tableau chronologique eût été souhaitable car la masse touffue des informations fait parfois perdre au lecteur ses repères.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41510

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Ulrich Lappenküper (Hg.), Otto von Bismarck und das »lange 19. Jahrhundert«. Lebendige Vergangenheit im Spiegel der »Friedrichsruher Beiträge« 1996–2016, Paderborn, München, Wien, Zürich (Ferdinand Schöningh) 2017, 1187 S., 10 s/w Grafiken, 17 s/w Abb., ISBN 978-3-506-78697-5, 49,90.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41511

Seite | page 1

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Christian Baechler, Strasbourg

Ce volumineux ouvrage est publié par la Otto-von-Bismarck-Stiftung à l'occasion du vingtième anniversaire de sa fondation en 1996. Chargée de l'administration et de l'exploitation du *Nachlaß* de Bismarck à Friedrichsruh, la fondation a entrepris une édition complète des œuvres de Bismarck qui doit remplacer l'édition fragmentaire des années 1920–1930. Parallèlement, elle organise des colloques scientifiques, dont les actes sont publiés dans une collection qui compte une vingtaine de volumes, ainsi que des conférences destinées à un public plus large, publiées dans les »Friedrichsruher Beiträge«. Le présent volume réédite une cinquantaine de conférences d'historiens reconnus pour leurs travaux sur Bismarck et le XIX^e siècle européen, présentées dans l'ordre chronologique de leur parution.

Il n'est pas possible de rendre compte en détail d'un ouvrage aux contributions aussi variées, certaines n'ayant rien ou peu à voir avec Bismarck, comme l'article de Barbara Vogel sur le tournant de 1807 dans l'histoire de la Prusse ou celui d'Ulrich Lappenküper sur l'affrontement entre Metternich et Napoléon à Dresde en juin 1813. Trois thèmes principaux se dégagent cependant de l'ensemble. Une douzaine d'articles sont consacrés à la politique extérieure de Bismarck, à la solution de la »question allemande« dans le sens de la Petite-Allemagne, et surtout à sa complexe, et parfois contradictoire politique d'équilibre en Europe après la fondation du Reich pour conjurer toute menace de coalition contre une Allemagne potentiellement hégémonique (Holger Afflerbach, Andreas Biefang, Jürgen Angelow, Jürgen Müller, Bernd-Jürgen Wendt, Rainer Kipper, Manfred Görtemaker). Quatre articles portent sur sa politique russe, élément essentiel de sa politique d'alliances, et sur la perception qu'en ont les Russes (Ulrich Lappenküper, Konrad Canis, Klaus Heller, Klaus Hildebrand), tandis qu'un article de Reiner Pommerin élargit la perspective aux États-Unis d'Amérique.

Une dizaine de contributions sur la politique intérieure de Bismarck soulignent ses aspects modernisateurs (suffrage universel égal, unification économique et juridique, législation sociale), mais aussi ses limites. L'obsession de la subversion révolutionnaire, »le cauchemar des révolutions«, et l'hostilité fondamentale au parlementarisme se manifestent par la lutte contre les *Reichsfeinde*, catholiques (Rudolf Morsey) et socialistes (Walter Mühlhausen), et contre les partis en général (Hans-Christof Kraus, Winfried Becker, Dieter Langewiesche). Les motivations de sa politique sociale (Hans Matthöfer, Florian Tennstedt) résument parfaitement l'ambivalence de cette politique intérieure, lourde de conséquences pour l'avenir. Une dizaine de contributions sur l'évolution de l'image de Bismarck dans l'opinion et dans l'historiographie (Andrea Hopp, Gerhard Stoltenberg, Hans-Peter Schwarz, Hans-Jürgen Perrey, Ulrich von Hehl, Rainer Hering, Lothar Gall, Martin Liepach, Corinna Franz, Wolfgang Schmidt) soulignent bien la complexité du personnage, un Prussien conservateur qui, par réalisme, prend en compte



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

les forces nouvelles de son époque, mais en s'efforçant d'en limiter les conséquences.

Les autres contributions, que nous ne pouvons toutes mentionner, traitent de sujets plus dispersés: Moritz Busch portraitiste de Bismarck (Eberhard Kolb), Bismarck, Poméranien et propriétaire terrien (Ludwig Biewer, Andreas von Seggern, Christian Rau qui consacre une centaine de pages au domaine de Varzin), le conseiller à l'Auswärtiges Amt Friedrich von Holstein (Hans Fenske), Frédéric III et Guillaume II (Frank Lorenz Müller, Ulf Morgenstern). Plusieurs contributions retracent l'histoire de l'Otto-von-Bismarck-Stiftung et l'élargissement de ses missions. L'ensemble est précédé des discours du *Bundesinnenminister* Manfred Kanther et de Henry Kissinger à l'occasion du centenaire de la mort de Bismarck en 1998.

La qualité des contributions fait de cet ouvrage une excellente mise au point sur les principaux aspects de la personnalité et de la politique de Bismarck, replacées dans son époque et dans la perspective de l'histoire de l'Allemagne.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41511

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Stephan Lehnstaedt, Der Kern des Holocaust. Belžec, Sobibór, Treblinka und die Aktion Reinhardt, München (C. H. Beck) 2017, 207 S., 10 s/w Abb. (C. H. Beck Paperback, 6271), ISBN 978-3-406-70702-5, EUR 14,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Nicolas Patin, Bordeaux

En France, la «solution finale de la question juive» est, comme dans de nombreux pays européens, encore largement représentée par un symbole, le camp d'Auschwitz, et un chiffre, celui des six millions de victimes. Il est aisé, à partir de ces quelques données, de considérer que l'ensemble des juifs d'Europe aurait ainsi été détruit, après déportation, dans un processus de mise à mort industrielle, sur un site devenu aujourd'hui emblématique de l'extermination de masse. Les récents débats sur les «unités mobiles de tueries», les *Einsatzgruppen*, ont donné une image plus complexe de cette terrible politique nazie, en éclairant le traitement très différent des juifs soviétiques, abattus au bord de multiples fosses sur l'ensemble du territoire envahi par les nationaux-socialistes en 1941.

Il n'en reste pas moins que ce que l'historien allemand Stephan Lehnstaedt décide d'appeler, dans son livre, le «cœur de l'Holocauste», «l'opération Reinhardt», reste encore largement méconnu. Cette «opération», qui prit le nom de Reinhard Heydrich après sa mort suite à l'attentat de Prague, le 4 juin 1942, décrit une réalité bien précise: l'assassinat planifié – et tragiquement mené à son terme – des juifs polonais, dans trois camps d'extermination: Belžec, Sobibór, Treblinka. Entre le 15 mars 1942 et la fin de 1943, les juifs de Pologne, enfermés depuis 1939 dans des ghettos ou des camps de travail, sont acheminés, à un rythme effréné, vers ces trois camps qui ne partagent pas avec Auschwitz l'ambiguïté d'être des sites mixtes, de concentration et d'extermination. Ils n'ont pas besoin d'atteindre le gigantisme de ce dernier, 171 hectares, car ils sont de pures usines de destruction, où personne ne demeure: Treblinka s'étend, par exemple, sur 19 hectares. Les convois arrivent; les juifs sont gazés; les gardiens enterrent leurs corps ou les jettent dans des fosses, avant de les brûler. Ce système, établi grâce aux conseils des anciens meurtriers de l'action d'euthanasie des handicapés mentaux, est d'une affreuse simplicité. En l'espace de deux ans, il envoie à la mort plus de 1,8 millions de juifs. Il suffit parfois de quelques dizaines d'Allemands seulement pour faire fonctionner l'ensemble d'un site, car les nazis utilisent des volontaires slaves et des forçats juifs. Une fois que ceux-ci ont accompli leur tâche, ils sont envoyés à la mort, dans un roulement infini. Il n'est pas possible d'échapper à ce mécanisme: sur l'ensemble des victimes, moins de 150 personnes survivront aux trois camps.

L'historien, longtemps chercheur à l'Institut historique allemand à Varsovie, propose un livre court (200 pages), bien documenté, bien écrit, qui parvient, dans une grande économie de mots, à soulever toutes les questions pertinentes sur ce difficile sujet: pourquoi l'opération Reinhardt a-t-elle été oubliée? Pourquoi y a-t-il aujourd'hui un demi millions de visiteurs par an à Auschwitz contre 60 000 à Treblinka? Comment l'«action» a-t-elle été conceptualisée et menée à bien? Par qui? Qui savait ce qui était en train de se dérouler, en Pologne, en Allemagne, chez les Alliés? Quels ont été les faits de résistances? Que sont devenus les bourreaux après la guerre? Pour



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

répondre à ses questions, il se fonde sur sa connaissance des rouages internes de l'occupation national-socialiste en Pologne, sur laquelle il a déjà travaillé, et sur de nombreux témoignages des victimes: il évite ainsi l'écueil trop souvent répété, dans l'étude de l'Holocauste, qui consiste à écrire une histoire uniquement du point de vue des bourreaux ou uniquement de celui des victimes. Un effort est fait pour délimiter avec précision la chronologie, établir les faits de référence, le nombre de victimes exactes, démarche qui prend tout son sens quand on sait que la dernière monographie sur le sujet remonte à 1987.

Mais au-delà de cette synthèse, l'ouvrage représente aussi un tour de force, car il décrit avec nuance l'interaction entre trois populations: les juifs de Pologne, les Polonais et les occupants allemands. Lehnstaedt montre sans fard la participation importante des populations locales dans la politique de destruction, à travers la dénonciation ou le pillage des biens juifs. Dire cela est essentiel à un moment où, dans la Pologne contemporaine, les autorités politiques essaient de dicter aux historiens ce qu'ils ont à dire, quitte à recourir à la menace, pour construire un récit national univoque.¹ Ceci étant dit, Lehnstaedt ne tombe pas dans la caricature et souligne l'importance quantitative des »Justes parmi les nations« en Pologne. Sa conclusion est, de même, claire: si certains Polonais ont profité de l'Holocauste, la »solution finale« est évidemment un produit allemand.

Les victimes de l'opération Reinhardt ont été largement oubliées. Pour des raisons différentes, ni la Pologne ni l'Allemagne n'ont essayé de sortir ce crime spécifique de l'ombre portée par Auschwitz; le destin des juifs polonais gît dans l'image des ghettos de Lodz et de Varsovie. Il n'y avait si peu de survivants que leur mobilisation n'a pas incité à mener une politique mémorielle audacieuse. C'est la conclusion, d'une grande tristesse: l'auteur ayant montré la volonté, répétée, des nationaux-socialistes, d'effacer jusqu'à l'existence de leurs crimes contre cette population, il est difficile de ne pas considérer qu'ils ont, d'une certaine manière, réussi. Le livre de Stephan Lehnstaedt, sous la forme de cette synthèse novatrice, rigoureuse et problématisée – dont on espère qu'elle sera traduite en français – rend donc justice à ce terrible chapitre de la »solution finale«.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41513

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

1 Voir: Georges Mink, Les historiens polonais face à l'expérience de la « démocratie illibérale, dans: Histoire@Politique 31(2017) <https://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=31&rub=dossier&item=296>.

**Aurélie Luneau, Jeanne Guérout, Stefan Martens (éd.),
Comme un Allemand en France. Lettres inédites sous l'Occu-
pation. 1940–1944, Paris (l'iconoclaste) 2016, 304 p., nombr.
ill. en n/b et en coul., ISBN 979-10-95438-20-5, EUR 24,90.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Laurent Douzou, Lyon

Une historienne française, Aurélie Luneau, et un historien allemand, Stefan Martens, assistés de Jeanne Guérout, historienne et journaliste franco-allemande, qui a traduit l'essentiel des textes, ont conjugué leurs expertises pour concevoir cet ouvrage qui reproduit des lettres envoyées aux leurs par des soldats de la Wehrmacht stationnés en France. Des dizaines de milliers de ces lettres sont aujourd'hui accessibles dans des centres d'archives, en particulier la Museumsstiftung Post und Telekommunikation créée à Berlin par la poste allemande en 1995 et le Deutsches Tagebucharchiv, un organisme privé ouvert à Emmendingen en 1998.

À partir de ce très vaste corpus, les auteurs ont opéré un choix dans le but de donner une idée des représentations et des sentiments des soldats de la puissance occupante au ras de la quotidienneté entre 1940 et 1944. Ces lettres étant soumises à la censure, il est plus que probable que leurs auteurs les ont rédigées avec une certaine circonspection. Toutefois, l'abondance du courrier à traiter était telle qu'un contrôle méticuleux eût été illusoire et on peut penser que leur plume reflétait, pour l'essentiel, les états d'âme des épistoliers d'autant que tous – la teneur de ces lettres l'atteste – n'étaient pas des francophiles convaincus non plus que des antinazis de cœur. Le manque d'hygiène des Français est couramment stigmatisé dans ces missives et la compassion pour un peuple défait et occupé n'y est pas souvent de mise. Ainsi de cet écrivain, Paul Lingemann, soutien inconditionnel du national-socialisme, qui, en 1940, éprouve dégoût et répulsion à la vue des »Nègres de la brousse et du Sénégal« qu'il voit parmi les longues cohortes de prisonniers de l'armée française, et note sans états d'âme: »C'est une loi éternelle: on récolte ce qu'on a semé. [...] Eh bien, il n'a pas fallu beaucoup de temps pour que la France connaisse sa misère! Aucune raison de s'apitoyer, vraiment pas! Il lui est arrivé ce qu'elle avait mérité et ce qu'elle avait fait aux autres.«

En toute hypothèse, cette littérature de l'ordinaire jette un éclairage très intéressant, tantôt cru, tantôt tendre, sur l'état d'esprit de soldats issus de tous les milieux et de toutes les régions d'Allemagne. Jeanne Guérout, Aurélie Luneau et Stefan Martens ont pris soin de présenter précisément, grâce à de courtes notices biographiques, chaque auteur de lettre. Ce dispositif éditorial qui a valeur d'appareil critique, léger mais efficace, autorise une analyse de ces lettres qui va au-delà de la curiosité qui peut pousser à lire un texte d'ordre privé tombé dans le domaine public.

Sans surprise, ce corpus reflète l'évolution de la guerre comme en font foi les titres donnés dans l'ouvrage aux parties qui épousent la chronologie: »1940. Le temps des vainqueurs«; »1941. Heureux comme un Allemand en France«; »1942. La confiance ébranlée«; »1943. Les désenchantements«; »1944. L'année des vaincus«.

À y regarder de près, c'est un véritable kaléidoscope de prises de vue qui est offert au lecteur. Certaines de ces prises de vue sont des instantanés, saisis sur le vif et jetés tels quels dans une lettre. D'autres sont issues de journaux intimes ou de notes personnelles autorisant une distanciation plus forte. Le



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

tout est complété par des photographies et des peintures qui accentuent encore la visualisation de cette France plus ou moins bien captée par des occupants dont les récits, de façon générale, ne s'appesantissent pas sur les horreurs de la guerre: chacun écrivant, dans le for privé, à des êtres chers, l'accent est mis sur les situations personnelles ainsi que sur les soucis et inquiétudes que suscite un éloignement pénible.

Le tableau de la France qui se dégage de cet ensemble hétérogène n'est pas précisément flatteur: un pays décadent aux mœurs dissolues, «un immense bordel». Un soldat juge le dimanche 3 mai 1941: «Ce jour, qui chez nous est un jour de repos, passé en famille, est ici en France un jour de vice, d'instinct débridé.» Cette vision très négative est contrebalancée par des notations nourries d'une connaissance intime de la culture française. Ainsi, Heinrich Böll, dans une lettre du 1^{er} janvier 1942 écrite «un dimanche après-midi dans une ville française» dans laquelle il erre, note: «les rues sont tellement vides, seuls les coqs chantent, tout le reste n'est que silence, je pense à Madame Bovary, c'est l'atmosphère dans laquelle elle est née ...» Même si tous les soldats allemands n'avaient pas la hauteur de vue du futur prix Nobel de littérature, l'observation à laquelle ils ont eu le loisir de se livrer a généré des sentiments ambivalents. Témoin, cet extrait d'une lettre de juillet 1941: «J'envie aussi tout l'art de vivre des Français. Ils travaillent plus lentement et moins. Ils ne triment pas. Ils aiment le loisir, l'idéal de la retraite et sont sûrement plus heureux que nous. Mais c'est nous qui avons gagné.»

La lecture *in extenso* de cet abondant florilège livre un saisissant raccourci de l'évolution foudroyante de la situation. Très à leur aise en 1940, au point de se voir donner l'ordre, le 19 juin 1940, d'adopter un comportement très froid, face à une population exagérément aimable, les troupes allemandes consignent rapidement quantité de gestes traduisant une hostilité grandissante. C'est cette mère qui, en mai 1942, arrache des mains de son enfant le chocolat qu'un soldat vient de lui donner pour le jeter loin avec dégoût. Ce sont encore ces femmes qu'un soldat trouve, en octobre 1942, «parfois d'une froideur de glace». Le mois suivant, Heinrich Böll, confie: «Je me sens souvent seul et abandonné quand je regarde les rues ici, rencontrant les visages des gens, en partie hostiles ou moqueurs, en tout cas indifférents; tous autant qu'ils sont, ils ne nous accordent qu'une guerre perdue, et il semble souvent que nous-mêmes ne croyions plus vraiment à la victoire.»

Sur fond de tensions croissantes avec de fortes vagues de sabotages dans le nord et le nord-ouest de la France en 1943, des bombardements alliés de plus en plus denses et meurtriers, les soldats allemands se trouvent graduellement confrontés à des épreuves dont leurs lettres portent la marque. Certains s'en désolent et se découragent. D'autres ne cèdent pas un pouce de leurs convictions. Le 24 juillet 1944, trois jours avant sa mort, un comédien berlinois francophone, interprète auprès du haut commandement allemand, peint, à l'intention de sa femme, le tableau d'une France déchirée entre collaborateurs et résistants et plaide pour qu'on fasse bloc autour du Führer: «Quand il s'agit de principes, il faut être clair et dur. C'est pourquoi nous devons traverser jusqu'au bout cette période, sans doute la plus dure de cette guerre pour notre peuple et pour chaque individu.»

Cet ouvrage donne ainsi à voir, de manière nécessairement impressionniste, les pensées, représentations, attentes, espoirs, désillusions, clichés, stéréotypes que les soldats allemands roulaient dans leurs têtes alors qu'ils occupaient un pays défait et humilié en même temps qu'il évoque la gamme des réactions de la population occupée. Une précieuse carte, placée en fin de volume, sur l'administration militaire allemande qui enserrait le pays sous une étroite surveillance, établit opportunément une relation entre ce que suggèrent les lettres des soldats et la réalité de la situation d'occupation d'un pays vaincu.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41515

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Jochen Oltmer, Migration. Geschichte und Zukunft der Gegenwart, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 2017, 288 S., 13 s/w Abb., (Schriftenreihe/Bundeszentrale für Politische Bildung, 10060) ISBN 978-3-8062-2818-2, EUR 24,95.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41516

Seite | page 1

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Levke Harders, Bielefeld

Jochen Oltmer, seit über zwanzig Jahren am Institut für Migrationsforschung und Interkulturelle Studien (IMIS) in Osnabrück tätig, hat schon diverse einschlägige Publikationen zur Migrationsgeschichte vorgelegt, zuletzt u. a. das »Handbuch Staat und Migration« sowie die Einführung »Globale Migration. Geschichte und Gegenwart«¹. Sein profundes Wissen findet sich in ausgesprochen lesbarer und strukturierter Form im neu erschienenen Überblick »Migration. Geschichte und Zukunft der Gegenwart«, in dem er europäische mit globalen Migrationsbewegungen verbindet. Zunächst erklärt er das Forschungsfeld, seine Quellen und Methoden (Kapitel 1), anschließend Gründe und Hintergründe von Migration (Kapitel 2). Kapitel 3 bis 9 zeichnen chronologisch Migrationsbewegungen vom 15. Jahrhundert bis heute nach, mit Beispielen aus Europa, Asien, Afrika und den Amerikas².

In diesem Zugang liegt die Stärke des Buches: So beginnt der historische Abriss im dritten Kapitel mit der kolonialen Expansion seit dem späten 15. Jahrhundert, durch die bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts 9,5 Millionen Menschen in die Amerikas versklavt wurden (S. 45). Auch wenn der Zusammenhang zwischen Industrialisierung, Urbanisierung und Migration im 19. Jahrhundert weitgehend bekannt sein mag (Kapitel 5), kann Oltmer diesen neu perspektivieren, indem er die europäischen Entwicklungen im sechsten Kapitel mit den Effekten kolonialer Herrschaft verknüpft. Für das 20. Jahrhundert verbindet er die Gewaltmigrationen in und nach den Weltkriegen (Kapitel 7) mit den »migratorischen Folgen der Dekolonisierung« (S. 172 ff.).

Dabei versteht Oltmer räumliche Bewegungen als soziales Phänomen (S. 8). Er interessiert sich besonders für Motive, Handlungsstrategien und Selbstkonstruktionen der Migranten und Migrantinnen auf der einen, staatliche Regulierung und Kontrolle, also Migrationsregime, auf der anderen Seite. Alle Kapitel durchzieht die Frage nach den wirtschaftlichen, sozialen, politischen und kulturellen Hintergründen und Effekten von Migration (S. 17). Deutlich zeigt Oltmer, dass Migration lange Zeit und zum Teil heute noch zum einen kleinräumig (trotz der weiterhin dominierenden Vorstellung transkontinentaler Auswanderungen) und zum anderen oft genug Arbeitswanderung ist. Für diese führt er immer wieder unterschiedliche Beispiele an, seien es Arbeitskräfte aus China in Preußen um 1900 (S. 105) oder Vertragsarbeitskräfte aus Mexiko in den USA während des Zweiten Weltkrieges (S. 180). Mit Letzteren begann die Phase der Anwerbeabkommen westlicher Staaten, die bis zum bundesdeutschen Anwerbestopp 1974



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand

- 1 Jochen Oltmer (Hg.), Handbuch Staat und Migration in Deutschland seit dem 17. Jahrhundert, Berlin, Boston 2016; ders., Globale Migration. Geschichte und Gegenwart, München 2016.
- 2 Leseprobe auf der Verlagshomepage: https://www.wbg-wissenverbindet.de/shop/de/wbg/weltweite-wanderung-1012797-001--3#tab5_3 (14.08.2017).



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

andauerte und durch die z. B. in der Bundesrepublik die ausländische Erwerbsbevölkerung von 550 000 im Jahr 1961 auf rund 2,6 Millionen zwanzig Jahre später anstieg (S. 190).

Neben den unterschiedlichen Arbeitswanderungen, ihren Netzwerken und ihrer staatlichen Steuerung stehen Gewaltmigrationen im Zentrum des Buches, so u. a. die sich dieses Jahr zum 70. Mal jährenden Fluchtbewegungen und Vertreibungen in Indien und Pakistan. Die Staatsbildungs- und Teilungskriege 1947/1948 führten zu 14 bis 16 Millionen flüchtenden Menschen und zu einer Million Todesopfern (S. 179 f.). Weil aber ein Großteil der krisen- und kriegsbedingten Migrationen damals und heute regional bewältigt wird, werden auch zukünftig »Zuwanderungen aus dem ärmeren Süden der Welt in den reicheren Norden« nicht signifikant zunehmen (S. 208).

Wie der Untertitel »Geschichte und Zukunft der Gegenwart« schon andeutet, verfolgt Oltmer das Ziel, aktuelle, oft als Krisen wahrgenommene, Migrationsprozesse historisch sowie global zu kontextualisieren. Nur so können »Wanderungsverhältnisse der Gegenwart« erklärt werden (S. 17). Neben der weltweiten Bevölkerungsentwicklung, Klimawandel, ökonomischen und anderen Faktoren stellt er in diesem Kontext ausführlich die Entstehung des Asylrechts in Deutschland dar. Es wurde 1948 durch die UNO, anschließend im Grundgesetz formuliert (S. 223 ff.). 2015 lag die Zahl der Asylsuchenden mit über 400 000 wieder bei dem Wert von Anfang der 1990er Jahre (vor der Asylrechtsänderung 1993 und den rassistischen Ausschreitungen in Rostock-Lichtenhagen, Mölln und anderswo 1991/1992). Die relative geografische Nähe der Fluchtländer, bestehende Netzwerke, Aufnahmeperspektiven, die Destabilisierung der »EU-Vorfeldsicherung« und die Auflösung des Dubliner Übereinkommens u. a. Gründe führen dazu, so Oltmer, dass die Bundesrepublik seit 2011 verstärkt zum Zufluchtsland wird (S. 234 ff.).

Oltmer erinnert abschließend an zwei wichtige Punkte: Erstens erreicht »nur ein kleiner Teil der umfangreichen Fluchtbewegungen aus und in den Kriegs- und Krisenzonen der Welt« den europäischen Kontinent. Zweitens ist die europäische »Migrationssituation mit ihren umfangreichen räumlichen Bewegungen zur Wahrnehmung von Erwerbs- und Bildungschancen« ganz normal (S. 238).

Auf 238 Seiten gelingt Jochen Oltmer eine umfassende Darstellung zentraler Aspekte der jüngeren Migrationsgeschichte, wobei er sich auf ökonomische und Gewaltmigrationen konzentriert. Entsprechend tauchen die Protagonistinnen und Protagonisten dieser Erzählung, nämlich die Migrantinnen und Migranten selbst, zumeist in Gruppen, nicht als Individuen auf. Dies ist aber nur ein marginaler Einwurf. Die knappen Fußnoten im Anhang werden ergänzt durch ein umfangreiches Literaturverzeichnis, im Text selbst finden sich erklärende Diagramme und Tabellen. Insgesamt bietet das Buch einen hervorragenden Einstieg in die Migrationsgeschichte, der Interessierten und Studierenden sowie (Migrations-)Forscherinnen und Forschern uneingeschränkt empfohlen werden kann.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41516

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Kim Christian Priemel, *The Betrayal. The Nuremberg Trials and German Divergence*, Oxford (Oxford University Press) 2016, XIV–481 p., ISBN 978-0-19-966975-2, GBP 65,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Matthias Gemählich, Mayence

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41518

Seite | page 1

L'objectif de Kim Priemel, professeur associé à l'université d'Oslo, est ambitieux: écrire une histoire intégrale et équilibrée des treize procès tenus entre 1945 et 1949 à Nuremberg contre des criminels de guerre allemands. Jusqu'à présent, c'est en vain qu'on cherche un tel équilibre dans l'historiographie: c'est le procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international (TMI) qui a toujours monopolisé l'intérêt des historiens et des juristes jouissant de la plus grande notoriété. Il est beaucoup moins connu que douze autres procès ont succédé à cette première procédure judiciaire internationale et que ces »procès successeurs« ont fait la lumière sur la vaste implication et les complicités des élites de la société allemande dans les crimes de l'État national-socialiste. Dans le passé, Priemel a déjà dirigé deux publications importantes qui réunissaient une impressionnante documentation sur ces autres procès de Nuremberg¹. Avec son nouvel ouvrage issu de sa thèse d'habilitation, il franchit un pas de plus: »The Betrayal« présente les événements nurembergeois des années 1945–1949 comme un grand projet homogène mis en œuvre par les alliées qui a non seulement réussi à rendre la justice à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi à façonner la perception historique du national-socialisme.

Les sources sur lesquelles l'ouvrage s'appuie sont nombreuses. Fin connaisseur de l'état de la recherche, Priemel a pris en compte les publications récentes et garde une vue d'ensemble sur la littérature abondante dédiée aux procès de Nuremberg. Mais ce sont surtout des fonds d'archives qu'il a consultés: l'auteur a travaillé dans plus de quarante archives aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et en Autriche. Certes, son étude repose surtout sur des sources anglo-saxonnes. Il a exploité un grand nombre des archives personnelles des juristes, conseillers et politiques ayant contribué à l'entreprise nurembergeoise pour les gouvernements américain et britannique. Mais il a aussi eu recours à des sources françaises, surtout au fonds privé du procureur en chef adjoint français Charles Dubost. Conservé aujourd'hui aux archives d'histoire contemporaine de la Fondation nationale des sciences politiques à Paris, ce fonds jusqu'à présent peu utilisé par les chercheurs constitue une source de tout premier plan sur la participation de la France au TMI.

Le résultat des recherches de Priemel est impressionnant: à travers dix chapitres la préparation, le déroulement et l'issue du procès devant le TMI puis des autres procès sont retracés d'une manière concise. L'intérêt de l'auteur porte surtout sur les conceptions des intellectuels dont les points de vue se sont fait ressentir à Nuremberg et qui se sont imposés pendant les procès. Ainsi, tout un sous-chapitre est par exemple consacré à la bibliothèque qui a été instaurée par l'armée américaine au palais de justice de Nuremberg et qui a été fréquentée par la suite par les membres de toutes les délégations

1 [Kim C. Priemel, Alexa Stiller \(dir.\), NMT. Die Nürnberger Militärtribunale zwischen Geschichte, Gerechtigkeit und Rechtschöpfung, Hambourg 2013; Kim C. Priemel, Alexa Stiller \(dir.\), Reassessing the Nuremberg Military Tribunals. Transitional Justice, Trial Narratives and Historiography, New York, Oxford 2012.](#)



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](#)

alliées. L'auteur montre que les ouvrages des intellectuels comme Hersch Lauterpacht, Sheldon Glueck, Franz Neumann, Ernst Fraenkel et Raphael Lemkin circulaient parmi les juristes alliés rassemblés à Nuremberg et marquèrent leurs esprits. Du côté français, une telle influence intellectuelle sur le travail des juristes était même plus manifeste. Priemel souligne que le germaniste Edmond Vermeil n'a pas non seulement fourni la base théorique pour les exposés de la délégation française, mais il a aussi rédigé lui-même la partie centrale du discours d'ouverture de l'accusation.

L'auteur, de surcroît, ne s'arrête pas à ces observations, mais poursuit dans son ouvrage un objectif principal auquel le titre »The Betrayal« fait référence. Forcément, le lecteur ne peut que se demander pourquoi on peut parler d'une »trahison« dans le contexte des procès de Nuremberg. Pour Priemel, ce titre illustre d'un côté le fait que les procès ont été marqués par les conceptions intellectuelles analysant les raisons de la montée du mouvement national-socialiste en Allemagne, mais de l'autre côté aussi le fait que les procès eux-mêmes, dépassant leur cadre juridique, ont fait une évaluation historique du national-socialisme. Au cœur de son argumentation, c'est l'hypothèse du *Sonderweg* selon laquelle l'Allemagne aurait quitté la voie des autres nations occidentales vers la civilisation et la démocratie et aurait ainsi »trahi« les valeurs de l'Occident. Priemel avance la thèse qu'une telle explication des atrocités allemandes de la Seconde Guerre mondiale aurait été forgée lors des procès.

Il est indéniable que l'hypothèse du *Sonderweg* allemand a été évoquée à Nuremberg: c'était tout d'abord la délégation française qui l'a défendue énergiquement lorsqu'elle avait la parole au procès des grands criminels de guerre. Priemel retrace minutieusement comment Edmond Vermeil, l'auteur de la partie centrale du discours d'ouverture de l'accusation française devant le TMI, a défini le national-socialisme comme le résultat d'un long développement graduel ayant commencé par une crise spirituelle dans la société allemande au XIX^e siècle et comment il a insisté sur l'impact des idées des philosophes comme Fichte, Hegel et Nietzsche sur la formation de l'idéologie national-socialiste. Selon Vermeil, celle-ci se serait ensuite propagée profondément dans la population allemande. Sans aucun doute ce raisonnement sous-tendait l'accusation française toute entière et Priemel ne manque pas d'insister sur la différence avec le point de vue du procureur en chef américain Robert H. Jackson pour qui il ne s'agissait pas de rechercher les racines du national-socialisme, mais tout simplement de démasquer un grand complot criminel formé par les dirigeants nationaux-socialistes. Pour mieux mettre en relief ce différend franco-américain à Nuremberg, l'auteur aurait pu élargir sa réflexion sur les conséquences des deux approches: tandis que Jackson dénonçait les crimes d'un petit groupe de criminels de guerre et soulignait que l'accusation ne visait pas le peuple allemand dans sa totalité, le parquet français parlait explicitement d'une culpabilité collective des Allemands qui auraient soutenu le régime national-socialiste jusqu'au bout et participé à ses crimes en grand nombre.

Mais même sans cette parenthèse, l'argumentation de Kim Priemel reste pertinente et son livre a le mérite incontestable de non seulement synthétiser une masse considérable de sources d'une manière structurée et compréhensible, mais aussi d'ouvrir une nouvelle perspective sur le sujet. Soigneusement appuyé sur les fonds d'archives, »The Betrayal« est un apport précieux à la recherche et va sans aucun doute compter parmi les ouvrages de référence sur les procès de Nuremberg.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41518

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

**Alfred Rosenberg, Die Tagebücher von 1934 bis 1944.
Herausgegeben und kommentiert von Jürgen Matthäus und
Frank Bajohr, Frankfurt a. M. (S. Fischer) 2015, 650 S. (Die
Zeit des Nationalsozialismus), ISBN 978-3-10-002387-2, EUR
26,99.**

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Élise Petit, Paris

La publication du journal d'Alfred Rosenberg, dont la reconstitution à partir de carnets épars a pris plusieurs décennies, était un événement attendu par la communauté scientifique. Non seulement parce que très peu d'acteurs du III^e Reich ont tenu des journaux – le plus prolifique étant Joseph Goebbels. Mais aussi parce qu'il s'agissait de réévaluer l'importance politique de cet idéologue que l'historiographie considère habituellement comme un chef sans pouvoir réel, relégué dans l'ombre par ses concurrents et cantonné à une spéculation intellectuelle qui l'aurait tenu à l'écart des décisions.

Cette édition critique, établie magistralement par Jürgen Matthäus et Frank Bajohr, est précédée d'une centaine de pages de contextualisation, qui relatent notamment le destin du journal. Des fragments avaient été saisis dès la fin de la guerre et versés au dossier d'accusation par le procureur du tribunal militaire Robert M. W. Kempner dans le cadre du procès de Nuremberg. Le legs des archives de ce dernier par ses héritiers en 2001 à l'United States Holocaust Memorial Museum (USHMM) de Washington D. C. avait permis de découvrir de nombreuses pages inédites de ses carnets, tout en constatant l'absence de documents cruciaux. Il aura fallu attendre 2013 pour que le Département de sécurité intérieure américain saisisse, avec d'autres documents, 425 pages manuscrites du journal et les remette à l'USHMM. Il est permis de penser que certaines pages sont toujours manquantes et peut-être irrémédiablement perdues. En témoignent une coupure de texte dans une entrée de 1936 et surtout l'absence de notes entre février et juillet 1938, alors que Rosenberg fut l'instigateur officiel, à cette période, de l'exposition «Entartete Musik», un projet culturel de vaste envergure visant à concurrencer les «Journées musicales du Reich» organisées par le ministère de la Propagande, qu'il n'aurait pas manqué de commenter. La présente édition est complétée par plus de 900 notes offrant des précisions biographiques sur divers acteurs politiques de l'entourage de Rosenberg ainsi que des commentaires de fond indispensables. Elle fait ressortir des aspects importants et souvent mésestimés quant au rôle politique et culturel de Rosenberg sous le III^e Reich.

Tout d'abord, elle prouve que Rosenberg était un idéologue influent qui ne se contenta pas de produire des écrits. Très actif en matière de diffusion de sa vision du national-socialisme, on le suit dans ses conférences à travers l'Allemagne. Son public est constitué des éducateurs de la jeunesse: dirigeants locaux de la SA, SS, de la Jeunesse hitlérienne et du BDM, enseignants, directeurs des écoles politiques de la Wehrmacht, responsables de formation des diverses provinces (*Gaue*). À ce titre, il assure l'éducation idéologique de dizaines de milliers d'individus. Malgré la relative absence de Rosenberg dans la sphère médiatique, son journal montre comment il exerça une influence très profonde sur la «vision du monde» (*Weltanschauung*) transmise aux jeunes Allemands et aux membres des forces armées, y compris dans les territoires occupés à l'Est. Il permet également de comprendre la politique



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

antichrétienne du régime, professée et justifiée ici à de nombreuses reprises.

Sur le plan culturel, la publication du journal est également fort instructive. Elle permet par exemple de confirmer le rôle central de l'«équipe d'intervention du Reichsleiter Rosenberg» (Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg) dans le pillage culturel des territoires occupés à partir de 1940. La haine obsessionnelle que Rosenberg vouait à Goebbels transparaît dans des invectives récurrentes et ininterrompues, de 1934 à 1944. Alors que Goebbels choisissait le plus souvent d'ignorer ou de mépriser Rosenberg, le présent journal révèle nombre d'initiatives et d'intercessions de ce dernier auprès de Hitler pour prendre la main sur les domaines de compétence du ministre, notamment la propagande dans les territoires occupés ou l'éducation idéologique de la Wehrmacht. Le fonctionnement polycratique du régime trouve ici une preuve supplémentaire, et il est extrêmement instructif de lire en parallèle les journaux de Goebbels et de Rosenberg, qui acquièrent ainsi une valeur de «correctifs réciproques», pour reprendre les termes de Matthäus et Bajohr.

Le troisième aspect concerne les politiques génocidaires. L'obsession antisémite et antibolchevique de Rosenberg ne s'est pas traduite que dans les textes, notamment dans son célèbre «Mythe du XX^e siècle» ou dans le projet d'«Encyclopédie des juifs dans la musique». En tant que *Reichsleiter*, représentant personnel de Hitler et comme ministre du Reich à partir de 1941, chargé des territoires occupés à l'Est, Rosenberg fut un conseiller de poids en matière de diplomatie ou de politique étrangère, mais également dans la conception et dans la mise en œuvre politique de la «solution finale», notamment dans sa zone d'influence. Vingt-trois textes de sa plume, écrits théoriques, directives administratives ou mémorandums diffusés par son service sont reproduits en annexe et confirment l'importance historique de ce «criminel de conviction» qui, selon Matthäus et Bajohr, «crut jusqu'au bout en ce qu'il professait et pratiqua ce qui selon lui allait de soi, en employant des méthodes nouvelles et radicales».

Une courte bibliographie, un index des noms de lieux et des noms propres complètent cet ouvrage incontournable.¹

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41520

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

1 Pour la version française voir: Alfred Rosenberg, journal 1934–1944, présenté par Jürgen Matthäus und Frank Bajohr, Paris 2015.

Yvonne Schymura, Käthe Kollwitz. Die Liebe, der Krieg und die Kunst. Eine Biographie, München (C. H. Beck) 2016, 315 S., 38 Abb., ISBN 978-3-406-69871-2, EUR 24,95.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Anne-Marie Corbin, Paris

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41521

Seite | page 1

Née en 1867 à Königsberg, Käthe Schmidt, devenue célèbre sous son nom de femme, Kollwitz, est décédée en avril 1945 près de Moritzburg, seule, abandonnée par les siens qui fuyaient l'avance de l'armée soviétique. Dans l'introduction de cette biographie, Yvonne Schymura insiste beaucoup sur le fait que le fils de l'artiste donne une version toute différente des circonstances du décès de sa mère. C'est un exemple banal de la réécriture du passé par la famille d'une personnalité, des légendes tissées autour de sa mémoire, de l'instrumentalisation à laquelle procède un régime politique comme celui de la RDA au cours de la guerre froide pour se construire ses héros socialistes. Yvonne Schymura s'appuie sur le journal intime de Käthe Kollwitz et sur sa correspondance pour tenter de faire la lumière sur son parcours. Cependant, il faut bien être conscient que les sources d'archives non publiées sont plus fiables a priori que tout ce qui est édité par la famille.

Schymura passe assez rapidement sur l'enfance et la jeunesse de Käthe (Schmidt) Kollwitz dans une famille cultivée de Königsberg où la vie coule paisiblement, loin des expériences artistiques de Berlin, dans un climat de repli sur soi et de respect des traditions. Käthe a, cependant, la chance que son beau-frère, Paul Hofferichter, lui ouvre en 1886 les portes de la demeure du dramaturge naturaliste Gerhart Hauptmann. Déjà mariée à un médecin, elle ne manque pas d'assister en 1893 à Berlin à une représentation privée de ses »Die Weber« qui deviennent pour elle une source d'inspiration majeure. La révolte des tisserands et sa répression par les pouvoirs en place lui inspire jusqu'en 1897 tout un cycle de lithographies: une mère désespérée assiste à l'agonie de son enfant agonisant; la mort (en allemand un homme, un squelette) se met à table, une table vide, et attend que l'épuisement et la faim lui livrent sa prochaine victime.

Au tournant du XX^e siècle, Käthe Kollwitz vit dans l'aisance auprès de son mari et de ses deux jeunes enfants, trouve le temps de voyager, même jusqu'à Paris et de se consacrer à son œuvre graphique. Elle fait des expériences avec les couleurs, différentes sortes de papiers, dessine beaucoup pour se lancer dans un nouveau cycle de gravures sur cuivre à la pointe sèche autour de la guerre des Paysans (1524–1526), condamnée avec virulence par Luther et sauvagement réprimée: là aussi, une mère cherche son enfant mort, une autre femme est violée par les pilliers en maraude près des ruines de sa ferme, les visages des enfants sont marqués par la famine et la souffrance. Peu à peu, Käthe Kollwitz réussit – ce qui est donné à peu de femmes à cette époque – à exposer ses œuvres, en particulier en 1901 à la »Schwarz-Weiß-Ausstellung« de la Sécession berlinoise. Exception faite du très misogyne Karl Scheffler, certains critiques ne tarissent pas de louanges sur son œuvre et elle trouve des acheteurs. En 1908, l'hebdomadaire satirique »Simplicissimus« lui propose de publier régulièrement des illustrations, ses »Images de la misère« qui représentent encore des femmes, des ouvrières. Elle s'essaie aussi à la sculpture.

La Première Guerre mondiale éclate, Peter, son fils de 18 ans, s'engage contre la volonté de son père mais avec l'appui de sa mère, et tombe mort au bout de quelques semaines en Belgique. Kollwitz n'est pas encore la pacifiste



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

qu'elle deviendra au cours de l'entre-deux-guerres. Elle veut ériger une sculpture en l'honneur des jeunes gens, engagés volontaires morts à la guerre, des victimes qu'elle rapproche du Christ. Il faut attendre le quatrième anniversaire du décès de Peter et la proche défaite de l'Allemagne pour qu'elle affirme publiquement son refus de la guerre dans le »Vorwärts« et la »Voßische Zeitung«. Elle a foi dans la révolution, sympathise avec la social-démocratie, sans pour autant s'y affilier, adhère de toutes ses forces à la première république allemande, dénonce l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, qu'elle dessine dans son cercueil, la base de la célèbre gravure de 1920 où on le voit entouré de ses partisans. En 1922, elle présente un nouveau cycle de gravures »Krieg« (»La Guerre«). C'est aussi l'époque où elle crée les affiches qui fondent sa renommée, l'appel de soutien à l'URSS, »Das Brot« (»Le Pain«) où l'on voit une mère courbée entourée de deux enfants en pleurs, l'affiche éditée par les communistes en 1924 sur l'avortement. Bizarrement la plus emblématique de ses œuvres »Nie wieder Krieg« (»Plus jamais la guerre«) n'est pas présentée dans le présent ouvrage.

Käthe Kollwitz est longtemps la seule femme siégeant à l'Akademie der Künste, rejointe en 1926 par Ricarda Huch et en 1931 par la sculptrice Renée Sinternis (la créatrice de l'ours berlinois). Cela lui permet d'entretenir des rapports privilégiés avec les autres femmes artistes et de tenter d'exercer une influence pour contrer la misogynie ambiante.

L'arrivée de Hitler au pouvoir frappe la famille de plein fouet: le mari perd son poste hospitalier, elle-même est exclue de l'Akademie der Künste, perd ses élèves, son atelier et son salaire. Mais elle peut continuer à travailler au sein d'une petite communauté d'artistes qui n'adhèrent pas au régime. En 1936, la Gestapo perquisitionne à son domicile, car elle est suspectée de sympathies communistes. Elle ne réalise pas immédiatement qu'elle ne pourra désormais plus exposer.

Le décès de son mari en 1940 survient peu après leurs noces d'or. Isolée et affaiblie, elle n'a plus la force de s'exprimer contre la guerre qui éclate. Appelée, son petit-fils Peter meurt à 24 ans sur le front de l'Est. En 1943, elle quitte Berlin par peur des bombardements et se réfugie à Nordhausen dans le Harz, là où les V2 sont produits. Elle a à sa disposition des cachets lui permettant de se suicider. Mais au cours de l'été 1944, elle répond encore à l'invitation du prince Ernst Heinrich de Saxe, un de ses admirateurs, qui lui offre deux petites pièces au château de Rüdenhof où elle décède en avril 1945. L'ouvrage se termine sur le véritable culte rendu à Käthe Kollwitz en RDA et sur le monument érigé en 1993 à Berlin dans la Neue Wache en hommage »aux victimes de la guerre et de la tyrannie« avec une reproduction agrandie de la sculpture »Mère avec son fils mort«.

Dans son ouvrage, Yvonne Schymura évoque avec subtilité les aspects les plus marquants de la vie personnelle de Käthe Kollwitz: sa grande tolérance pour l'homosexualité, son fils étant tombé amoureux d'un homme, elle-même de sa belle-sœur; la relation ouverte qu'elle entretient avec son mari, même si elle ne peut parfois s'empêcher de ressentir quelque jalousie; son approbation de l'avortement à une époque où la contraception était inefficace; l'amour pour ses petits-enfants; sa peur de la vieillesse, plus encore que de la mort, la présence de sa propre mère atteinte de démence sénile lui révélant ce qui l'attendait.

Il est vraiment dommage que la qualité des reproductions de lithographies et de gravures soit si médiocre. En revanche, la brève chronologie est judicieusement conçue, l'index toujours utile et les notes rejetées en annexe réduites au minimum. C'est donc un ouvrage que l'on lit avec plaisir.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41521

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Ludger Tewes, Rotkreuzschwestern. Ihr Einsatz im mobilen Sanitätsdienst der Wehrmacht 1939–1945, Paderborn, München, Wien, Zürich (Ferdinand Schöningh) 2016, 525 S. (Krieg in der Geschichte, 93), ISBN 978-3-506-78257-1, EUR 59,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Byron Schirbock, Köln

Lange konnte man mit Blick auf die Forschung in der Zeit zwischen 1933 und 1945 den Eindruck gewinnen, dass ausschließlich männliche Akteure jene Phase geprägt haben. Frauen wurden allenthalben als Mitläuferinnen oder Opfer begriffen, von Handlungsmacht war dabei kaum die Rede. Vor allem in den letzten Jahren haben wichtige Impulse diese Marginalisierung der Frau durchbrechen können. Durch die bedeutenden Arbeiten von Elizabeth Harvey, Nicole Kramer, Wendy Lower und Elissa Mailänder Koslov beispielsweise wurde die aktive Rolle von Frauen bei der Ausgestaltung und Umsetzung von NS-Ideologie beleuchtet. Zu hunderten trugen sogenannte Wehrmachtshelferinnen, die vorrangig hinter der Front und in den besetzten Gebieten zum Einsatz kamen, zur Fortsetzung des Krieges bei. Eine in diesem Zusammenhang bisher kaum untersuchte Gruppe sind die Tausenden von Schwestern des Deutschen Roten Kreuzes, die im Zweiten Weltkrieg im Sanitätsdienst der Wehrmacht – und bei der Truppenbetreuung als Leiterinnen der Soldatenheime – ihre Arbeit versahen. Das vorliegende Buch, das auf der 2014 an der Universität Potsdam angenommenen Habilitationsschrift von Ludger Tewes basiert, versucht diese Lücke nun zu schließen.

Die Arbeit untersucht den Einsatz der DRK-Schwestern in Lazaretten außerhalb des Reichs und verfolgt zwei Ziele: Erstens will der Autor die »völlig unbekannten Einsatzbedingungen« rekonstruieren und zweitens die »sanitätsdienstliche Relevanz« des Einsatzes sowie die Erfahrungen der Schwestern beleuchten. Entsprechend ist der Hauptteil in einen strukturgeschichtlichen und einen eher erfahrungshistorischen Part untergliedert. Nach einer kurz gehaltenen Einleitung folgt zunächst ein Kapitel, welches den Gleichschaltungsprozess nach 1933 skizziert. Spätestens seit 1937 habe das DRK seine Position gefestigt und sich durch starkes Werben um neue Mitglieder für den späteren Einsatz im Krieg empfohlen. Das neu geschaffene Amt der Armee- bzw. Feldoberin bildete in der Folge das Scharnier zwischen Sanitäts- bzw. Truppenführung und den DRK-Schwestern.

Der erste Hauptteil – und mit ca. 250 Seiten auch der größte Block des Textes – schildert, geografisch und chronologisch sortiert, die Einsätze der Schwestern im Krieg. Die Unterkapitel zu den Einsätzen während der Feldzüge und der anschließenden Besatzung in Polen, Dänemark, Norwegen, Finnland, den Niederlanden und Belgien fallen allerdings sehr knapp aus und bieten auf insgesamt lediglich 16 Seiten wenig Information. Auch der Afrikafeldzug sowie der Krieg auf dem Balkan und in Italien werden eher gestreift. Wenige Seiten widmen sich zudem explizit dem Schwesterneinsatz auf Lazarettschiffen und den Lazarettzügen. Das Hauptinteresse des Autors liegt aber auf Frankreich und der Ostfront. Besonders lesenswert ist das Frankreichkapitel, da Tewes hier auch den Alltag der Schwestern stärker thematisiert und z. B. die Kontakte zur Zivilbevölkerung untersucht.



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Mitunter fällt die Darstellung etwas technisch aus, Tewes nennt Zahlen der eingesetzten Schwestern und die Kapazitäten der Lazarette. Mitunter fällt die Darstellung etwas technisch und kleinteilig aus, beispielsweise wenn Tewes Lazarettkapazitäten in Relation zu einander setzt. Der Vergleich vom Einsatz an West- und Ostfront offenbart, dass die Belastung der Schwestern während des Feldzugs gegen die Sowjetunion beispiellos war. Erst mit der Invasion im Sommer 1944 und dem Rückzug aus Frankreich wandelten sich auch hier die Bedingungen des Einsatzes hin zu einer immer stärker werdenden physischen und psychischen Belastung.

Der zweite Hauptteil nimmt das Sozialgefüge der Schwestern stärker in den Blick. In Unterkapiteln werden sozialgeschichtliche Komplexe wie Familie und Bildung untersucht. Ebenfalls wird nach Parteimitgliedschaft und der individuellen Nähe zu den Inhalten des NS gefragt. Am interessantesten sind die Kapitel zu den Innenansichten. In den privaten Briefen untereinander und an die Angehörigen wird deutlich, wie unkritisch die Schwestern sich das nationalsozialistische Vokabular aneigneten. Zusätzlich übten die Oberinnen über Korrespondenz mit den Schwestern Kontrolle aus, indem sie ihren Einsatz entsprechend den Idealen des Nationalsozialismus deuteten. Eine Reflexion darüber habe, so der Autor, kaum stattgefunden.

Rekapitulierend unterstreicht Tewes die Qualität ihrer Ausbildung, die aber im Krieg sukzessive abnahm. Dennoch überboten hinsichtlich ihrer Masse und Fertigkeiten die Schwestern die männlichen Angehörigen der Sanitätsdienste der Wehrmacht um ein vielfaches, allerdings konnte der Bedarf an Schwestern spätestens seit Mitte des Krieges nicht mehr hinreichend gedeckt werden. Die Schwestern selbst waren ihrerseits vor Ort mehr und mehr auf dienstverpflichtete ausländische Hilfsschwester angewiesen, um der Lage auch nur ansatzweise Herr zu werden. Ihr Einsatz war gekennzeichnet von enormem Druck, hoher Arbeitsbelastung und der ständigen Konfrontation mit Leid und Tod.

Es muss hervorgehoben werden, welche enorme Leistung allein das Zusammentragen der Quellen bei diesem Thema darstellt. Tewes hat sich die Mühe gemacht 28 Rot-Kreuz-Archive sowie weitere 22 öffentliche sowie auch private Archive zu konsultieren. Das entsprechende Konvolut vereint Verwaltungsschriftgut, Druckschriften und Periodika sowie Briefe, Erinnerungen und Tagebücher. Vor allem die Ego-Dokumente hat er reichlich genutzt, um an vielen Stellen den Einsatz der Rotkreuzschwestern möglichst plastisch wiederzugeben, ohne Zweifel eine der Stärken des Buchs.

Manche Formulierungen sind dabei nicht immer ganz gelungen. Für den Leser allerdings herausfordernder ist die Struktur des Buchs. Die Zusammenfassung bringt das Ansinnen des Titels besser auf den Punkt als die Einleitung, sodass sich die Struktur erst nach der Lektüre völlig erschließt. Die beiden Hauptteile greifen z. T. dieselben Aspekte auf, was zahlreiche, allerdings vielleicht nicht immer vermeidbare Redundanzen erzeugt. Insgesamt hätte das Buch etwas gestraffter und in einigen Kapiteln stringenter ausfallen können.

Gern hätte man mehr gelesen über die stellenweise nur angedeuteten anderen Verwendungen von Rotkreuzschwestern, so z. B. ihre Tätigkeit in den Soldatenheimen. Das hätte auch die Frage nach sich gezogen, welchen aktiven Anteil die Schwestern bei der Besetzung Europas hatten.

Nur zum Teil ist die Anbindung an aktuelle Forschungsdebatten vollzogen worden. Starke Bezüge wurden zur militärhistorischen Forschung hergestellt, weniger hingegen wurden Arbeiten zur Beteiligung von Frauen im Kontext von Nationalsozialismus und Krieg aufgegriffen. Das Literaturverzeichnis wurde bereits im Januar 2012 abgeschlossen, was mit Blick auf das

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/fr-rec.2017.3.41523

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Erscheinungsjahr schade ist, da hier die Chance vertan wurde an jüngst erschienene Arbeiten anzuschließen, beispielsweise an die Studie von Wendy Lower, die sich mit weiblicher Täterschaft während des Holocaust in Polen und der Ukraine beschäftigt und auch Krankenschwestern als Akteurinnen identifiziert hat¹.

Trotz dieser Kritikpunkte hatte Ludger Tewes ein beachtliches Werk vorgelegt. Er arbeitet die Grundstrukturen des Lazaretteinsatzes der DRK-Schwestern im Zweiten Weltkrieg heraus, und erschließt somit neue Einsichten. Die Tätigkeit der Rotkreuzschwestern im Sanitätsdienst der Wehrmacht stellte eine unabdingbare Stütze der deutschen Kriegsanstrengungen dar. Der Anspruch, mit dem das DRK diese Rolle ausfüllte, bedeutet auch, dass es sich stark an das NS-System band und zugleich von seinem humanistischen Anspruch weit entfernte, und zwar nicht erst, als man die Schwestern dazu aufforderte, die Soldaten nicht nur zu pflegen sondern ihnen auch Mut für den nächsten Kampf zuzusprechen.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/fr-rec.2017.3.41523

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

¹ Wendy Lower, *Hitler's Furies. German Women in the Nazi Killing Fields*, Boston 2013; dt. Ausgabe *Hitlers Helferinnen. Deutsche Frauen im Holocaust*, München 2014.

Heiner Timmermann (Hg.), Dem Gedächtnis eine Erinnerung. Der Mauerfall von 1989 und seine Relevanz für kommende Generationen, Münster (LIT-Verlag) 2015, 266 S. (Politik und Moderne Geschichte, 22), ISBN 978-3-643-13054-9, EUR 34,90.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41524

Seite | page 1

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Anne-Marie Corbin, Paris

En 2014, un colloque réunit à Weimar une vingtaine d'historiens, de politologues, mais aussi un juriste, un musicologue et un médecin. Deux étudiants prennent la parole. Le sujet: ce qui reste du mur de Berlin. La revue »Deutschland Archiv« organise également quatre interviews sur cette même question. Comme les interviewés ne sont pas présentés à la fin de l'ouvrage, il est difficile d'évaluer l'intérêt de leurs prises de position – sauf s'ils sont connus comme Jérôme Vaillant. Le présent ouvrage – divisé en trois parties – publie les interventions des participants et les discussions finales.

Dans la première partie, il est question de la dichotomie entre pouvoir et résistance. C'est la Stasi, »le bouclier et l'épée du parti« selon la formule bien connue, qui est chargée de prendre la température de la population face aux événements et de proposer des mesures de rétorsion pour ceux qui oseraient protester ostensiblement contre la construction du Mur et la fermeture de la frontière. D'autres organisations de masse comme par exemple la FDJ (Jeunesse libre allemande) viennent l'épauler. Les mesures prises pour »protéger« la côte de la mer Baltique risquent de ne pas favoriser le tourisme, en particulier les 10% en provenance des pays occidentaux et surtout de la RFA. Plusieurs contributions s'appuient sur l'histoire orale ou des témoignages de diverses provenances.

La deuxième partie est consacrée à la société et à la perception du Mur à l'époque et aujourd'hui. Au bout de quarante ans de séparation entre les deux États allemands, il est clair que certains concepts ne sont pas analysés de la même manière et qu'il pourrait persister un »Mur dans les têtes«. Faut-il – comme le propose une contribution – affirmer que cela n'est le fait que des Allemands de l'Ouest? Un groupe de participants analyse un sondage réalisé par la revue »SUPERillu« auprès d'un échantillon représentatif d'Allemands à l'occasion du 25^e anniversaire de la chute du Mur sur le thème: »Ce qu'on pense vraiment aujourd'hui à l'Est et à l'Ouest«. Le résultat est fort désolant puisqu'il semblerait que les préjugés n'aient guère évolué entre temps: une majorité d'Allemands des anciens *Bundesländer* persisteraient à considérer leurs compatriotes de l'Est comme toujours mécontents, méfiants, inquiets, tandis que les Allemands des nouveaux *Bundesländer* critiqueraient l'arrogance, la superficialité et l'importance de l'argent à l'Ouest. Une autre étude réalisée en Saxe a été lancée en 1987 auprès de 1281 jeunes nés en 1973 et se poursuit depuis cette époque auprès de 300 participants, dont beaucoup résident encore à l'Est. Dans cette classe d'âge, il faut constater que 25 à 30% refusent encore de se reconnaître comme des citoyens à part entière de la République fédérale et critiquent le processus d'unification allemande. Des études sociologiques réalisées scientifiquement sur un échantillon représentatif de personnes sont donc toujours utiles.

La troisième partie n'a que peu de liens avec la thématique évoquée puisqu'il s'agit de la vie culturelle à l'ombre du Mur. Il faut attendre l'élection



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

de Willy Brandt et sa politique à l'Est (Ostpolitik) des années 1970 pour qu'intervienne une normalisation des rapports avec la RDA: en 1971, les Quatre Grands signent l'accord quadripartite sur Berlin et l'ONU accueille les deux États allemands en 1973. Les centres d'information culturels de RDA à l'étranger – en particulier dans les démocraties occidentales – entrent dans une phase nouvelle. Ajoutons pour finir que deux contributions sont consacrées, l'une à Volker Braun, l'autre au poids de l'idéologie sur l'esthétique musicale.

Le problème de cette étude un peu disparate est de n'apporter guère d'éléments nouveaux sur un sujet déjà largement étudié.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41524

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Claire Zalc, Tal Bruttman (ed.), *Microhistories of the Holocaust*, New York, Oxford (Berghahn) 2016, X–326 p., 4 ill. (War and Genocide, 24), ISBN 978-1-78533-366-8, GBP 85,00.

rezensiert von | compte rendu rédigé par

Caroline Mezger, München

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:
10.11588/frrec.2017.3.41525

Seite | page 1

Seit den 1980er Jahren befassen sich Historikerinnen und Historiker intensiv mit Fragen des analytischen Maßstabes (»scales of analysis«). Vom italienischen über den französisch-, deutsch- und englischsprachigen Raum begnügten sich Forscher über die Jahrzehnte immer weniger mit makrogeschichtlichen Erklärungen, die teilweise in teleologischen Darstellungen und Ansprüchen einer »totalen Geschichte« mündeten, und widmeten sich stattdessen mikrogeschichtlichen Fragen, die den Alltag, die sozialen Verhältnisse, die emotionalen Hintergründe und das verflochtene Verhalten verschiedener historischer Akteure thematisierten. Spätestens seit den 1990er Jahren haben sich mikrogeschichtliche Ansätze auch in der Holocaustforschung durchgesetzt: befördert durch die Öffnung zuvor schwer zugänglicher osteuropäischer Archive und der umfangreichen Sammlung von Zeitzeugenaussagen, erforschten Geschichtswissenschaftlerinnen und Geschichtswissenschaftler vermehrt die Entfaltung von Massengewalt bis in die kleinsten Räume, das Alltägliche im ganz Unalltäglichen sowie die Lebenswelten und Erinnerungen von Personen, die immer seltener selbst über ihre Erfahrungen berichten können.

Der hier anzuzeigende englischsprachige Sammelband bietet nicht nur einen faszinierenden Einblick in die aktuelle internationale Holocaustforschung aus mikrogeschichtlicher Perspektive, er eröffnet auch zeitgemäße Fragestellungen über die Methoden und Zukunftsperspektiven der mikrogeschichtlichen Forschung. Hervorgegangen aus der Konferenz »Changer d'échelle pour renouveler l'histoire de la Shoah«, die im Dezember 2012 in Paris stattfand, umfasst er 17 Beiträge. Verfasst von jüngeren sowie etablierten Akademikerinnen und Akademikern aus verschiedenen Ländern, unterscheiden sich die Kapitel sowohl geografisch als auch thematisch. Eine Erforschung der Kollaboration im ländlichen Polen im Spiegel der sozialistischen Rechtsverfahren der unmittelbaren Nachkriegszeit trifft in diesem Sammelband auf komparative narrative Analysen der Zeugenaussagen jüdischer Überlebender aus Litauen; sich wandelnde Familienverhältnisse jüdischer Flüchtlinge aus Österreich werden durch Privatkorrespondenz ebenso untersucht wie die Gettoisierung ungarischer Juden in Budapest anhand von geographischen Datenvisualisierungen. Wie Zalc und Bruttman in ihrem Vorwort jedoch betonen, ist das Ziel des Bandes nicht die bloße Veranschaulichung unterschiedlicher mikrogeschichtlicher Ansätze. Vielmehr möchten sie das Verhältnis hinterfragen zwischen »mikro« und »makro«, zwischen »zutiefst persönlichen Bezügen zum Holocaust [...] und dem kollektiven Schicksal großer Anzahlen von Gemeinden und riesigen Bevölkerungen« (S. 6) und zwischen Quellen und methodischen Ansätzen, die zu verschiedenen Zeiten und in diversen nationalen Kontexten entstanden sind.

Eine fortschrittliche Mikrogeschichte, so die beiden Herausgeber, zielt nicht auf ein Zusammenflicken verschiedener kleiner, starrer Untersuchungseinheiten (seien diese individuelle Lebensläufe, geographische Räume oder spezifische Episoden), um ein angeblich holistischeres oder



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

tiefgründigeres Bild der »großen Geschichte« zu gewinnen. Vielmehr basiere die Mikrogeschichte auf dynamischen Prozessen und Verbindungen, in denen Quellen, Erfahrungen, Begebenheiten und Akteure bis in die kleinste Skalierung miteinander und in einen größeren Kontext verflochten sind (S. 2–8).

In »Microhistories of the Holocaust« wird diese Herangehensweise in drei thematische Einheiten, die jeweils aus drei bis acht Kapiteln bestehen, verdeutlicht. Im ersten Teil werden die »Haupteinheiten« des Holocausts aus mikrogeschichtlicher Perspektive präsentiert: Biografien, Transporte, Gettos und Personengruppen. Im zweiten Teil erkunden die Autoren die Akteure des Holocausts – Täter, Opfer sowie »bystander« – und deren Interaktionen. Die Kapitel des dritten Teils eruieren das Potenzial sowie die Eignung diverser Quellen für die mikrohistorische Holocaustforschung. Über diese Einordnung hinaus treten in den verschiedenen Kapiteln drei Hauptthemen – drei Hauptverflechtungen von »mikro« mit »makro« – zum Vorschein.

Erstens zeigen mehrere Beiträge, wie individuelle Lebensläufe insbesondere in Situationen der (Zwangs-)Migration als Bindeglied zwischen verschiedenen »kleinen« Ortschaften, historischen Ereignissen und persönlichen Erfahrungen fungieren können. So veranschaulichen Christoph Kreutzmüller (Kapitel 1) und Melissa Jane Taylor (Kapitel 2) das Zusammenspiel von Kriegsereignissen, bürokratischen Hürden, Familiennetzwerken, individuellen Entscheidungen und Zufall in der räumlichen Gestaltung der Lebenserfahrungen jüdischer Flüchtlinge. Kenneth Waltzer (Kapitel 3) zeigt, wie Netzwerke der Solidarität unter jüdischen Jugendlichen vom Familienkreis und Heimatdorf über die Transporte nach Auschwitz und Buchenwald hinaus Bestand hatten, während Jeffrey Wallen (Kapitel 17) eindrücklich anhand des Außenlagers Christianstadt (im heutigen Polen) nicht nur darstellt, wie die Schauplätze des Holocausts durch die Lebensgeschichten der dortigen Häftlinge eng miteinander verstrickt waren, sondern auch wie einzelne Lager zu dynamischen Kontaktzonen zwischen Menschen, Ortschaften und Lebenswelten wurden (S. 306–308).

Zweitens thematisieren die Beiträge, wie individuelle Akteure in einem größeren sozialen und historischen Kontext agierten. Leon Saltiel (Kapitel 4) schildert, wie deutsche Besatzungsbehörden und lokale administrative sowie kirchliche Organisationen zur Zerstörung von Thessalonikis jüdischem Friedhof beitrugen; Tomasz Frydel (Kapitel 9) plädiert in seinem Beitrag über die »Judenjagd« in Polen für eine »integrierte Mikrogeschichte« (S. 172); Vladimir Solonari (Kapitel 10) vergleicht Aussagen jüdischer Überlebender und deren christlicher Nachbarn, um das eigenständige Handeln der lokalen Holocausttäter in Transnistrien zu eruieren; Wolf Gruner (Kapitel 11) untersucht des Weiteren, wie jüdische Verfolgte quer durch Deutschland in ihrem täglichen Leben Widerstand leisteten.

Drittens hinterfragen die Beiträge, inwiefern einzelne Quellenbestände – die sich auf individuelle Erfahrungen, kleinere Ereignisse oder teils periphere Ortschaften beziehen – ein Bild des »Größeren« vermitteln können. So kombinieren Nicolas Mariot und Claire Zalc (Kapitel 5) imposant eine statistische, prosopografische Analyse mit archivarisches Dokumenten und Memoiren aus der französischen Gemeinde Lens, um größere Fragen der jüdischen Selbstwahrnehmung, der Flucht und des Überlebens zu erforschen. Tal Bruttman (Kapitel 13) setzt lokale Archivquellen eines Massakers in Échirolles ein, um im Gegensatz zur gängigen französischen Gedenkkultur zu zeigen, dass französische Juden nicht nur Deportationen, sondern auch lokalen Gräueltaten zum Opfer fielen. Hannah Pollin-Galay (Kapitel 16) vergleicht Zeugenaussagen ehemaliger litauischer Juden, die in der

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41525

Seite | page 2



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)

Nachkriegszeit entweder in Amerika oder in Litauen über ihre Erfahrungen berichteten, und demonstriert so, wie Historiker und Zeitzeugen durch die Nachkriegszeit geprägte, unterschiedliche narrative Muster übernahmen. Andrew Kornbluth (Kapitel 15) sowie Jan Grabowski (Kapitel 7) untersuchen, inwiefern Unterlagen der polnischen Nachkriegsprozesse mit weiteren Quellen »trianguliert« (Grabowski, S. 135) werden können, um Einsichten in historische Tatbestände sowie derer Aufarbeitung in der Nachkriegszeit zu gewinnen. Sogar Computersoftware wird in diesem Sammelband eingesetzt: so verwenden Tim Cole und Alberto Giordano (Kapitel 6) GIS-Software und digitale Karten um darzustellen, wie die Gettoisierung Budapests jüdischer Gemeinden inmitten bestehender sozialer Netzwerke und Nachbarschaften vollzogen wurde.

»Microhistories of the Holocaust« ist zusammengefasst ein äußerst gelungener Band, der nicht nur Holocaustforschern spannende neue empirische Erkenntnisse liefert, sondern auch Historiker generell mit zentralen Fragen ihrer methodologischen und theoretischen Ansätze konfrontiert. Wie in den meisten Sammelwerken entspricht nicht jeder Beitrag denselben qualitativen Ansprüchen; ein paar wenigen Autoren gelingt es leider auch kaum, ihren spezifischen Studienfall in einen größeren, dynamischeren Kontext einzubinden. Trotzdem bietet das Werk einen einzigartig internationalen, selbstreflektiven und methodisch anspruchsvollen Einblick in die »Mikrogeschichten des Holocausts«.

19.–21. Jahrhundert –
Époque contemporaine

DOI:

10.11588/frrec.2017.3.41525

Seite | page 3



Herausgegeben vom Deutschen
Historischen Institut Paris | publiée
par l'Institut historique allemand



Publiziert unter | publiée sous
[CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/)